

lauréat des sciences, un accès supplémentaire, qui est ainsi conçu :

Les candidats à l'agrégation de philosophie qui se présenteront à l'examen du baccalauréat des sciences physiques seront dispensés de répondre sur la partie du programme de cet examen relative à la chimie et à l'histoire naturelle. Le diplôme qui sera délivré dans ce cas fera mention de cette dispense et de la destination à laquelle ce diplôme est exclusivement applicable.

L'Université vient de décider qu'une école privée, dirigée par une institutrice pouvait, à défaut d'un instituteur public, remplir le vœu de la loi du 28 juin 1833 ; mais que cet état de choses est essentiellement provisoire, et que la commune doit aviser aux moyens de se procurer le plus promptement que faire se pourra, un instituteur qui se chargera de l'enseignement des garçons, et que dans tous les cas, une école privée tenue, soit par un instituteur, soit par une institutrice, ne peut pas dispenser la commune d'établir une école publique.

Le 3 de ce mois a eu lieu à Berlin l'exécution de la femme Meier qui avait assassiné son mari de complicité avec sa fille. L'affluence des spectateurs était immense. Le genre de supplice contribuait à attirer cette foule de curieux. La condamnation devait être rouée et mise à mort.

On dit que le peuple des contrées de la Vendée est arriéré, on le cite même comme le type du genre, et le fait suivant n'est pas de nature à prouver le contraire ; nous serions heureux toutefois si, en le livrant à la publicité, nous pouvions servir la cause du progrès et de la civilisation.

Une rumeur s'est accréditée cette semaine dans les guinguettes de la banlieue de Saumur, qu'un homme riche, condamné à mort, avait chargé un habitant de mettre en circulation trois cents billets d'une loterie de nouveau genre, puisque le numéro sortant devait amener le supplice du porteur au lieu et place du condamné.

L'agent de cette loterie, dont on désignait tout haut le nom et la demeure, remettait, disait-on, 10.00 fr. à chaque joueur avec son numéro, et prenait en outre l'obligation de fournir une indemnité de 50,000 fr. à la famille du remplaçant lorsqu'il aurait subi son sort.

On prendra certainement cela pour une fable, mais rien n'est pourtant plus historique, et peu s'en est fallu qu'il n'y ait eu une émeute à la porte de cet agent, qui met, disent les aspirants, de la mauvaise volonté pour délivrer les billets qu'on demande, et qui est déjà accusé de vouloir accaparer à son profit les trois cent mille francs du pauvre condamné. Maintenant qu'on vienne dire que l'on ne croit plus aux sorcières et aux revenants.

## VARIÉTÉS.

On a souvent répété qu'au jour de sa puissance, l'Empereur avait presque répudié son pays natal, et que, si son Gouvernement n'attachait qu'une médiocre importance à son amélioration, c'était parce que le souverain se souciait fort peu de notre bonheur. Nous sommes les premiers à déplorer les conséquences de cet oubli ; mais nous différons de sentiment sur la cause qu'on a voulu lui assigner. Ce n'est assurément pas sur l'Empereur qu'il faut rejeter la faute de l'inconcevable insouciance des ministres de l'empire envers ce département : c'est à ces derniers qu'il faut s'en prendre. Lorsque l'exil le rapprocha des côtes du pays, et que ses regards allaient tant à se reposer sur le sommet des montagnes d'où partaient journellement les jeunes volontaires dont sa petite armée se trouva grossie à

l'époque mémorable du 26 février 1815, que de fois ne se répandit-il pas en regrets amers sur l'état arriéré où ses ministres, les embarras et les dépenses de tant de guerres successives, avaient laissée sa malheureuse patrie ! C'est alors qu'il avouait franchement d'avoir été grossièrement trompé sur la véritable situation de l'île. Si la trahison et les hasards de la guerre n'avaient pas déjoué toutes les combinaisons du Génie, des jours plus heureux eussent lui sur la Corse. Ce n'eût été sans doute qu'une réparation tardive. Tous les Corses de distinction qui pénétrèrent jusqu'à lui, gardent encore le souvenir de l'accueil plein de bienveillance et du plaisir avec lequel il aimait à s'entretenir du pays, et des moyens de l'élever au niveau des plus riches contrées de l'Europe. Voici d'ailleurs dans quels termes il prit congé de ses compatriotes au moment où, menacé dans sa liberté, il exécuta le projet d'en appeler à la France de la mauvaise foi des souverains étrangers, et de la violation des traités :

Habitants du Département de la Corse ! le moment est arrivé de délivrer la patrie du joug que lui a imposé l'étranger. Vous êtes appelés les premiers à donner des preuves de votre zèle pour l'empire et de votre dévouement pour ma personne. La France tout entière est préparée à se lever de commun accord et à faire disparaître ce Gouvernement qui, s'il durait un moment encore, serait un monument de honte et de l'aviilissement de la France.

L'amour de la patrie, l'honneur de la nation sont toujours chers à nos ancêtres. Lorsque parfois des étrangers s'établirent sur notre territoire, leur influence fut toujours de courte durée. Les sentiments que les habitants de la Corse ont montrés dans ces circonstances malheureuses, ont sensiblement touché mon cœur. Dans ces temps d'adversité ils m'ont servi de consolation.

Habitants de la Corse ! réunissez-vous, oubliez vos haines et ne perdez pas de vue que le monde, la postérité, vous regardent. Acqué-

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 21 au 28 Mars 1837.

### ARRIVÉES.

PRONETE, Bœuf Annonciation, cap. Guasco. FIUMORBO, Mistick Pipi, cap. Gentile. TOULON, Bateau à vapeur Par, cap. Jourdan. BONIFACIO, Mistick, Conception, c. Bertocci.

### DEPARTS.

PALUDELLA, Mistick Rose, cap. Sisco. GENES, Bœuf Conception, cap. Bonino. GENES, Bœuf Jesus-marie, cap. Baussa. LIVOURNE, Gondole Misericorde, c. Belgodere. TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi. LIVOURNE, Mistick Antoinette, cap. Bugliani.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'imprimerie de C. Fabiani.

# LA STATISTIQUE, JOURNAL DES FAITS,

## ANNUAIRE

Historique, Législatif, Administratif, Judiciaire, Commercial, Industriel, Agricole et Scientifique ;

PUBLIE EN DOUZE NUMÉROS,

AVEC TABLES MÉTHODIQUES ANNUELLES.

Cote mensuelle des actions industrielles.

Les chiffres ont servi leur éloquent, CASIMIR PERRIER.

CONDITIONS DE L'ABONNEMENT.

Le JOURNAL DES FAITS paraît régulièrement du 1<sup>er</sup> au 5 de chaque mois ; chaque numéro, y compris le cours des actions industrielles, est composé de deux à trois feuilles in-4<sup>o</sup> imprimées sur deux colonnes.

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL.

Paris 15 francs — Départemens 18 francs. — Étranger 20 francs.

Les tables méthodiques étant imprimées en décembre, l'abonnement annuel court de janvier à janvier.

Toute demande d'abonnement des départemens et de l'étranger doit être accompagnée d'un bon sur la poste ou sur le trésor, ou d'un mandat à vue sur une maison de Paris.

Tout ce qui regarde les abonnements, l'administration ou la rédaction, doit être adressé franc de port au DIRECTEUR DU JOURNAL DES FAITS, rue Montmartre, 130.

On s'abonne également à Bastia chez MM. les Frères Fabiani, directeurs correspondants de la Société des Dictionnaires.

MERCREDI 5 AVRIL 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

chez le Directeur du Journal

A PARIS

A Paris chez M. le Directeur du Journal, rue de la Harpe, N° 15. A Paris chez M. le Directeur du Journal, rue de la Harpe, N° 15. A Paris chez M. le Directeur du Journal, rue de la Harpe, N° 15.



# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PUBLIÉ A BASTIA.

## CORSE.

Nous avons toujours pensé que le Sénatus-Consulte qui changea l'organisation administrative de la Corse, avait été l'une des mesures les plus désastreuses de l'empire. Aussi, le rapport de ce Sénatus-Consulte est-il généralement demandé par tous ceux qui comprennent les véritables intérêts du pays. Rien de plus facile que de démontrer l'avantage et l'opportunité de revenir sur une mesure dont les conséquences fâcheuses pèsent longtemps sur la Corse.

Nous commencerons d'abord par faire remarquer que les ministres de l'empire n'avaient, ni données morales, ni données statistiques sur ce département, et qu'ils ne semblaient y attacher du prix, qu'en raison des soldats dont nous fournissions toutes les années un contingent disproportionné avec le chiffre de la population. Peu soucieux de favoriser les progrès matériels et moraux, c'est à un général qui ne connaissait de l'art d'administrer que le ressort de la crainte, que l'on confia le soin de notre civilisation. On crut apparemment que pour rendre l'autorité militaire et administrative plus ferme et plus efficace, il convenait de la concentrer en une seule main. De là, sans doute, l'idée malheureuse de réunir la Corse en un seul département. Mais comment ne vit-on pas que cette brusque réunion de deux départements entre lesquels la nature elle-même avait tracé une ligne de démarcation bien prononcée, devait avoir pour effet immédiat d'imprimer au pays un mouvement rétrograde ou de le condamner du moins, à un état stationnaire tout aussi déplorable ? D'un autre côté, comment ne virent-ils point que la Corse fient par sa superficie le second rang sur le tableau de nos départements ? Placer le chef-lieu de la Préfecture à l'extrémité de l'île, c'était mettre une distance de 40 lieues entre ce siège administratif et les habitants de l'autre côté de l'île. Sans compter les dépenses et la perte du temps que des voyages à travers un territoire très montagneux entraînaient nécessairement, ne devait-on pas craindre la lenteur dans l'expédition des affaires, le conflit des intérêts rivaux et les germes de dissension que la suppression d'un département ne pouvait manquer de jeter au sein de l'île ? Ces graves considérations eussent dû se présenter à l'esprit des ministres de 1811. S'ils avaient balance un seul instant les inconvénients et les avantages du Sénatus-Consulte, qui nous est un mal immense, sous prétexte de nous

amener à une sorte d'unité administrative et contre laquelle nous ne cesserons jamais de réclamer avec toute la ténacité d'une conviction profonde, la Corse eût marché plus rapidement dans la voie du progrès.

On s'arrête sans doute à des raisons d'économie ; c'est ainsi que l'intérêt du trésor est mis souvent en avant pour motiver, d'une manière plausible, ce qu'on d'absurde les combinaisons gouvernementales. Il serait pourtant bien aisé sans entrer dans de longs calculs de démontrer, que même sous ce point de vue, il y aurait avantage évident pour le gouvernement à faire rentrer la Corse dans l'organisation administrative que le Sénatus-Consulte de 1811 eût pour but de changer. Cette question a été examinée sous toutes ses faces dans le Conseil Général du Département et les aperçus qui ont été présentés à l'appui du vote émis à ce sujet, nous dispensent de nous livrer ici à des développements plus étendus. Or, si l'on écarte l'objection tirée de ce que l'établissement d'une autre Préfecture pourrait amener un accroissement de charges pour le trésor, que resterait-il aux partisans du statu quo, pour défendre et soutenir le Sénatus-Consulte de 1811 ? Des qu'ils ne peuvent plus se retrancher, derrière l'intérêt des contribuables, on ne voit plus ce que l'on pourrait opposer de raisonnable aux puissantes considérations qui ont été développées avec force devant le Conseil Général et ont fini par rallier tous les esprits en se formulant nettement en un vote unanime. Sur ce point, il ne saurait s'élever en effet de dissidences sérieuses entre des hommes judicieux et sincèrement attachés au pays.

Il faudra bien tôt ou tard que le gouvernement actuel, si désireux d'appliquer à la Corse le système civilisateur dans lequel il semble vouloir entrer bien plus avant que ne l'ont fait tous les cabinets antérieurs, soumette à un examen sévère les motifs sur lesquels reposait le Sénatus-Consulte dont la révision serait, encore une fois, un véritable bienfait pour cette île ; on ne saurait trop le répéter, son maintien sera un obstacle permanent et invincible à toutes les améliorations que l'on se propose d'y introduire. Certes s'il est urgent d'ouvrir des communications entre l'intérieur et les côtes, d'assurer des débouchés au commerce maritime et de lui donner une impulsion prompte et heureuse par le perfectionnement des ports, de veiller à la sécurité de la navigation par un système d'éclairage plus étendu, il n'importe pas moins de donner à la Corse les deux Préfectures dont elle ne cessera jamais

de demander le rétablissement. C'est alors que les vues utiles du gouvernement s'accompliront avec plus de facilité qu'on ne semble l'espérer. Si la Corse n'a pas marché d'un pas égal avec les plus riches provinces du continent ; si le commerce, l'industrie et la civilisation n'y ont pas encore atteint le haut degré de développement que semblent lui promettre la fécondité du sol, l'esprit naturel des habitants et l'activité agricole dont la campagne ressent déjà l'heureuse influence, peut-être est-on fondé à chercher l'une des causes de cet état arriéré, dans le maintien du Sénatus-Consulte de 1811.

Les lois et les institutions sont toujours de courte durée quand elles ne tiennent aucun compte, ni de la position topographique des pays, ni de leur histoire, ni de leurs mœurs, ni de leurs intérêts. La force peut les imposer à un peuple, mais elles trouveront toujours une source de résistance et de ces secrètes révolutions qui finissent à la longue par les renverser complètement. Tel est le caractère de la mesure que nous combattons, et tel doit être aussi son sort, si l'on veut que les projets d'amélioration dont on s'occupe sérieusement, produisent tout le bien que nous en attendons.

La division territoriale du pays est marquée par les mains de la nature. On a pu réunir et placer sous une seule administration des arrondissements séparés par de grandes distances, mais, ce qui n'est pas donné aux gouvernements d'opérer, on n'a pu ni applanir les chaînes des montagnes qui semblent partager la Corse en deux contrées distinctes et séparées, ni rapprocher les intervalles, ni fonder ensemble des intérêts opposés et inconciliables. Ce qui vient de se passer tout récemment, est un argument de plus, en faveur du système que nous soutenons ici. N'est-il pas arrivé que nous sommes restés pendant huit jours sans aucune nouvelle du chef-lieu de préfecture ? C'est que la Force à certaines époques de l'hiver, devient inaccessible pour les voitures comme pour les piétons. Or, ce sont là de ces barrières qui ne s'abaissent point devant les décrets et les Sénatus-Consultes.

Nous résumerons donc nos idées sur cette matière importante, en peu de mots : c'est que le pays a un avantage incontestable dans sa séparation en deux Préfectures, et que les seuls qui y perdraient ce seraient MM. les Prêtres.

Faut-il que nous renoncions à nos rapports commerciaux avec l'Italie ? L'accès de ses villes

QUATRIÈME ANNÉE, N° 125.

PRIX D'ABONNEMENT POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

Prix d'insertion, 40 centimes.





maritimes nous est-il défendu sans retour? Nous ignorons s'il existe à cet égard quelque clause spéciale dans les traités diplomatiques. Mais il vaudrait assurément beaucoup mieux nous en défendre l'entrée d'une manière absolue, que d'entourer d'espions et soumettre à la plus dure surveillance, ceux d'entre nos compatriotes, que conduisent dans cette contrée, le goût des voyages et des relations d'affaires.

Depuis quelque temps, des soupçons injurieux les signalent à l'ombrageuse police, de telle sorte qu'ils sont sans cesse obligés de lui rendre compte, en détail, de l'emploi de leur temps, du but de leurs voyages, des personnes avec qui ils ont des liaisons d'amitié; il faut, pour tranquilliser cette autorité inquisitoriale, faire connaître la durée du séjour, et l'époque précise du départ. A l'auberge, aux cafés, aux promenades, partout où ils dirigent leurs pas, des agents de police dont le zèle ne se lasse point, ont ordre de les suivre et de les surveiller. Ne dirait-on pas que l'on prend les voyageurs de ce département pour autant d'émissaires des associations secrètes, cet éternel fantôme de tous les petits despotes de l'Italie. Nous affirmons positivement que les entraves naissent autour d'eux, et que plusieurs viennent d'en être brusquement expulsés, au détriment de leurs intérêts. N'est-ce pas là, nous le demandons, une tyrannie intolérable? Doit-on souffrir que les Français deviennent le jouet de tous les sbirres, que soudoye cette police pourvue et inquiète?

Nous sommes certains que les gouvernements est étranger à ces ignobles manœuvres. La faute en est à ceux qui ont été chargés de la noble mission d'assurer dans ces états le respect dû au nom français. N'est-ce pas pour les protéger et les soutenir, que leurs hôtels portent les emblèmes de la puissance nationale? Le drapeau tricolore qu'ils déploient dans les fêtes publiques, ne devrait-il pas leur apprendre, que tout outrage envers les Français est une atteinte à l'honneur national, dont le dépôt leur est confié? Ce n'est pas pour une vaine parade qu'on leur permet de porter les insignes de la France. Ils méconnaissent donc le premier de leurs devoirs, et compromettent fort mal le but de leur belle mission, lorsque, cédant mollement aux exigences de ces petits cabinets, ils demeurent témoins impassibles de toutes les injustes vexations dont leurs concitoyens sont accablés.

Ces mesures sévères, on aurait pu les concevoir, à une époque où les hauts fonctionnaires du département mettaient l'influence de leur position, et le pouvoir de leurs places, à organiser des ventes de Carbonari, et à recruter secrètement une petite armée pour aller au secours de la jeune Italie dont le soulèvement en masse n'attendait, disait-on, que le signal du comité révolutionnaire. Alors, il pouvait y avoir quelque danger, la prudence commandait peut-être une surveillance active; et l'on aurait eu mauvaise grâce de s'en plaindre. Quoique ces menées politiques qui alarmèrent si vivement tous les souverains d'Italie, n'eussent à nos yeux ni les chances du succès, ni l'importance qu'on voulait leur donner, nous fûmes les premiers à nous élever contre tous ces projets de propagande; nous appelâmes tour à tour le ridicule et le blâme sur les organisateurs des armées, et les fondateurs de la liberté italienne. Mais que la peur est crédule! Ces bruits d'une soudaine irruption dans ces états, et d'un appel à l'indépendance, jetèrent l'effroi de puis Livourne jusqu'à Rome. Le péril semblait imminent; chaque jour on croyait entendre le tocsin de la révolte; les réfugiés politiques que le gouvernement avait pris soin de rassembler et d'entretenir aux frais du trésor, allaient former l'avant garde de l'expédition révolutionnaire. On exaltait

leur patriotisme, on vantait leur courage. Embarrassés par ceux, qui, dans leur rêve d'ambition, se réservaient les rôles les plus marquants dans ce drame révolutionnaire, les proscriptions ne dissimulaient plus ni leurs projets, ni leurs espérances. Ce fut dans ces conjonctures qu'un cri d'alarme s'éleva du sein du Vatican et retentit jusqu'au cabinet des Tuileries. Le ministre des affaires étrangères eut toutes les peines du monde à rassurer les princes de l'Italie. Son intervention directe fut jugée indispensable au repos de leurs états et au maintien de leur puissance menacée. De là, les ordres sévères qui entraînèrent un changement soudain dans le langage et la conduite des chefs occultes du comité révolutionnaire. Il ne fallut rien moins, que des menaces formelles et la crainte de rentrer dans l'obscurité de la vie privée, pour amener ce virement de politique et déconcerter les plans et les vues de tous les futurs libérateurs de l'Italie.

Mais aujourd'hui nous le demandons encore: où est la raison, où serait la nécessité de soumettre les provenances de la Corse à toutes les rigueurs d'une surveillance soupçonneuse? Que dirait-on pour justifier les mesures gênantes et les avanies grossières qu'on leur fait subir? Nous pourrions nommer des personnes connues par leur respect au gouvernement et leur soumission aux lois, et qui pourtant n'ont pu échapper à la défiance injurieuse de la police. Il ne saurait entrer dans la pensée de notre gouvernement de permettre que les Français soient exposés aux plus mauvais traitements. Nous n'avons aucune sympathie pour ces hommes remuants, qui, se mettant sans cesse en hostilité ouverte avec tous les pouvoirs légitimes, laissent sur leur passage des semailles de trouble et des germes de perturbation sociale. Que la police les suive de près, que ses agents ne les perdent jamais de vue; rien de mieux, c'est leur devoir. Mais qu'ils ne sautent point aux passibles voyageurs; qu'ils laissent en paix ceux qui ne furent jamais affiliés à aucune société secrète et auxquels on ne saurait, sans injustice, prêter gratuitement des projets hostiles contre aucune autorité légitime. C'est uniquement dans leur intérêt et sans aucune arrière-pensée, que nous écrivons ces lignes. Heureux si elles pouvaient sauver à nos compatriotes les désagréments et les dégoûts dont on prend plaisir à les abreuver sous les yeux mêmes de nos consuls et de nos ambassadeurs!!!

Nous sommes informés que M. le Préfet a sollicité MM. les ingénieurs des ponts et chaussées de faire à Bastia des études pour le plan du port à l'anse St-Nicolas. Nous ne doutons pas que MM. les ingénieurs ne s'empressent de se livrer à ces études importantes avec le zèle et l'habileté qui les distinguent. Ainsi nous avons l'espoir fondé de voir bientôt tracer un plan parfait qui permette au gouvernement d'accomplir ses promesses relativement au port de Bastia, dont l'utilité se fait sentir non seulement à cette ville, mais au département en général.

#### ORDONNANCE DU ROI.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS :

A tous présents et à venir salut,  
Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;  
Vu les dispositions de la loi du 21 mars 1831, relatives au renouvellement triennal, 1. d'une moitié des conseillers municipaux, 2. des maires et adjoints;

Vu nos ordonnances des 25 mars et 9 septembre 1834, sur le renouvellement triennal qui a eu lieu dans ladite année.

Vu notre ordonnance du 12 février dernier.

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:  
Art. 1<sup>er</sup>. Le renouvellement triennal de la moitié des conseillers municipaux aura lieu, pour 1837, du 15 mai au 30 juin prochain, dans toutes les communes du royaume, à l'exception de celles où notre ordonnance du 12 février dernier aura reçu son exécution.

Art. 2. Dans les communes où le conseil municipal a été élu intégralement depuis le 1<sup>er</sup> avril 1834, il sera procédé au tirage au sort de la moitié qui sortira en 1837. Si la commune est partagée en sections électorales, le tirage se fera selon les règles déterminées par l'article 3 de l'ordonnance du 9 septembre 1834.

Art. 3. Après le renouvellement des conseils municipaux, il sera pourvu aux places de maires et d'adjoints par de nouvelles ordonnances.

Art. 4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au palais des Tuileries, le 20 mars 1837.  
LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le pair de France, ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

GASPARI.

Depuis qu'on connaît l'ordonnance royale qui fixe les élections municipales à une époque plus rapprochée qu'on ne le croyait, on remarque un redoublement d'activité parmi les quêteurs de suffrages, dans la ville de Bastia, où vraiment cette fois-ci il y aura foule de concurrents.

Nous sommes bien loin de blâmer cet empressement à se dévouer pour la chose publique. Si les hommes de probité et de mérite se tiennent à l'écart, s'ils dédaignent la lice électorale, les intrigants et les hommes cupides auront beau jeu. Aussi, nous nous applaudissons de grand cœur de voir un si grand nombre de candidats aux prochaines élections municipales. Plus il y en aura, plus il sera facile de faire de bons choix. Mais nous devons avertir les électeurs que cette circonstance ne les empêchera point d'en faire de fort mauvais, s'ils continuent à s'engager légèrement et à promettre leur suffrage au premier venu. Ne dirait-on pas, pour certains d'entre eux, que celui qui le premier leur demande leur vote, en est réputé le plus digne? Ils ne s'aperçoivent pas qu'ils sont pris pour dupes et qu'il seront les premières victimes de cette facilité. Si l'administration des ressources municipales est confiée à des mains inhabiles ou infidèles, la ville ne tardera pas à être obérée, et le mal tombera sur tous et principalement sur eux mêmes; car il faudra bien mettre les recettes au niveau des dépenses, et les plus imposés, c'est-à-dire les électeurs, paieront davantage.

Nous leur devons la vérité en temps utile. Nous mettrons le doigt sur une des plaies les plus honteuses du pays; à eux d'y porter remède.

Les recettes municipales de la ville de Bastia commencent à devenir fort importantes, puisqu'elles s'élèvent à 60,000 francs. Or, un budget de soixante mille francs, est fait pour exciter la convoitise de bien de gens! Vainement nous objectera-t-on que les fonctions de conseillers municipaux sont essentiellement gratuites; qu'é tant chargés de voter les fonds, de contrôler et de vérifier les dépenses, il leur est expressément défendu de participer aux baux, marchés ou entreprises, de figurer sous quelque prétexte ou quelque dénomination que ce soit, comme partie prenante dans les comptes municipaux. L'expérience démontrera aux électeurs, si elle ne le leur a déjà démontré, que ces dispositions de la loi, deviendront impuissantes pour préserver la bour

se commune, s'ils n'ont l'imprudence de confier les cordons aux mains de certains individus, trop habiles pour ne pas trouver les moyens d'en tirer, au bout de l'année, quelque chose à leur profit.

Nous ne serons pas plus explicites dans une matière si délicate et dans laquelle on court le risque d'être accusé de descendre aux allusions personnelles; mais nous croyons en avoir dit assez, pour faire comprendre, aux électeurs, toute l'étendue de leurs devoirs.

Ces devoirs ils les rempliront facilement, si, comme nous les en prions, avant de promettre leur vote et surtout avant de le donner, ils s'adressent mentalement cette petite question : Le postulant voudrait-il faire, au Conseil municipal, ses propres affaires ou bien celles du public?

M. Furiani, procureur du roi à Marie Galante, a été nommé conseiller à la cour royale de la Guadeloupe.

#### PARIS.

— On assure que l'affaire Meunier ne sera portée devant la cour des pairs qu'à la fin d'avril. On croit que les accusés seront au nombre de quatre.

— Le prince que S. M. la reine des Belges vient de mettre au jour, recevra les noms de *Philippe, Ferdinand, Léopold, Georges*.

D'après les ordres du roi, des messages ont été adressés aux chambres, par le ministre de la justice, pour leur annoncer la naissance du prince. Les ministres en ont également informé les cours de justice et les principaux fonctionnaires du royaume.

Le prince a été ondoyé à midi, par le curé de Laeken.

L'inscription sur les registres de l'état civil a dû être faite aujourd'hui lundi.

(Charte de 1830.)

— La canonnière brick la *Malouine*, capitaine Edouard Penand, lieutenant de vaisseau, est parti de Toulon le 24 mars.

— Ce bâtiment se rend au Sénégal.

— La *Sentinelle des Pyrénées* du 23 mars contient les nouvelles suivantes :

Un courrier extraordinaire arrivé de Madrid, nous apprend que le projet de constitution a été adopté par les cortès, le 18, à une majorité de 124 voix contre 35.

Si nous en croyons la rapidité avec laquelle cette discussion importante a été menée, le projet de constitution a dû être adopté sans amendement et tel qu'il a été présenté par la commission.

St-Sébastien, 21 mars.

On assure qu'une nouvelle sortie ne tardera pas à avoir lieu. Une grande exaspération règne parmi les troupes : certains bataillons ont demandé à ce qu'on leur permit de reprendre Oriamendi à la baïonnette, et sans tirer un coup de fusil; des soldats et des officiers ont enlevé leurs croix, et ils ne veulent les porter de nouveau que lorsqu'ils auront vengé leur honneur; enfin, si le général Espartero réussit, la retraite d'Hernani n'aura plus autant d'importance.

— M. le maréchal Clausel vient de publier un Mémoire justificatif dans lequel il rend compte des différents actes de son administration comme gouverneur-général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique. Des extraits de la correspondance que M. le maréchal a eue avec les divers ministres qui se sont succédé au départe-

ment de la guerre, des rapports d'officiers-général, des fragments de conversations sont cités à la fin du Mémoire comme pièces à l'appui.

— Une brochure relative aux affaires d'Alger et de Constantine, en réponse à celle publiée par le maréchal Clausel, doit, dit-on, paraître mercredi prochain; elle est attribuée à M. Baude. (Journal de Paris.)

Réponse de M. le maréchal Clausel à la lettre de M. J. J. Baude.

Paris, 23 mars 1837.

Monsieur le Rédacteur,  
Je vois dans les journaux de ce jour une lettre de M. Baude, qui fait ressortir la différence qui se trouve entre un passage de ma brochure intitulée : *Explication du maréchal Clausel*, et une lettre que je lui adressai le 13 décembre dernier, dans laquelle je donnais des éloges à son courage.

Je dis dans l'ouvrage dont un ou plusieurs passages font l'objet de la réclamation de M. Baude, qu'il me suppliait de m'expliquer (ce qui n'était autre chose qu'à abandonner tout le matériel) et de marcher pendant la nuit, afin d'échapper à la vue des Arabes.

M. Baude, de retour à Bone, avait oublié les souffrances de l'expédition et la préoccupation dans laquelle il s'était trouvé pendant ces jours de douleur et de fatigue. Sa manière de s'exprimer était ce qu'elle eût pu être, si, comme M. le lieutenant-colonel Changarnier et tant d'autres braves, il avait bien mérité du pays, par sa noble conduite dans l'adversité. Il ne m'avait pas encore attaqué ouvertement, calmement; je ne vis aucun inconvénient à lui donner une pudique satisfaction d'amour-propre, moi qui en Afrique, comme partout, n'ai jamais mérité le reproche que de trop de bonté.

A la séance du 19 janvier dernier, M. Baude s'est déclaré nettement mon ennemi; il a dirigé contre moi des accusations que j'aurais méritées si j'avais suivi ses conseils; je ne pus alors me dispenser de dire la vérité à lui et à tout le monde.

Je maintiens donc tout ce qui concerne M. Baude, et notamment le passage dont il se plaint. Si j'avais besoin de témoignages, ils ne me manqueraient pas. Un auguste personnage, que les convenances m'interdisent d'appeler dans cette lutte, a entendu, comme moi et beaucoup d'autres, les paroles de M. Baude au bivouac de Saumab, dès le premier jour de la retraite, quand nous n'étions encore qu'à deux lieues de Constantine.

Je vous prie, M. le rédacteur, de vouloir bien insérer cette lettre dans votre plus prochain numéro.

Recevez, etc.

Maréchal CLAUSEL.

— Un des paquebots à vapeur destinés au beau service de la Méditerranée, a eu occasion de sauver du plus grand péril une corvette et un brick de la marine royale, près de Mahon.

Un autre de ces paquebots, le *Minos*, capitaine Marceau, a plus récemment dégagé de la situation la plus critique un vaisseau de ligne anglais de 74 canons, le *Pembroke*. Voici des détails sur cet événement :

Le 9 mars au matin, un coup de vent violent se déclara dans le détroit de Gibraltar : le *Minos* et le *Pembroke* étaient alors en rade. Le *Pembroke* chassait sur ses ancres et était sur le point de s'échouer contre les remparts. Il a envoyé demander assistance au paquebot qui, malgré l'éclat de la mer, s'empessa de venir pour le remorquer; mais le capitaine anglais croyant être parvenu enfin à fixer une de ses ancres, le remercia. La tempête continua, et le lendemain matin, à

la pointe du jour, le *Pembroke* demanda de nouveau du secours. Il avait talonné toute la nuit sur les rochers; une partie de sa fausse quille était emportée; il avait été obligé de jeter toute sa provision d'eau pour s'alléger; à la marée basse il eût été infailliblement perdu. Malgré le mauvais temps et la masse du *Pembroke*, le *Minos* le retira sans peine du milieu des rochers. Le gouverneur de Gibraltar s'est hâté d'exprimer au capitaine Marceau toute sa reconnaissance pour ce service rendu par la marine française à la marine britannique, avec tant de bonne grâce, d'ardeur et de présence d'esprit.

— On va faire, dans plusieurs de nos ports militaires, l'essai des boulets de sauvetage imaginés par le capitaine Memby, de la marine anglaise. Le procédé de cet officier consiste à établir un système de communication entre la côte et le vaisseau, au moyen d'une corde tirée à un boulet à anneau ou à un boulet à grappin. Ce boulet est lancé sur le vaisseau naufragé par un mortier qui pèse avec sa plate forme en bois, environ trois quintaux et qui peut lancer contre le vent le plus fort un boulet de 24, avec une corde d'un pouce et demi de grosseur, à environ 185 mètres et avec une grosse ligne de sonde à environ 240 mètres. Un pareil mortier lance un boulet à grappin, muni d'une corde assez solide pour halier un bateau de la côte au vaisseau, effet d'autant plus important qu'il arrive quelquefois que les naufrages, engourdis par le froid ou épuisés par la fatigue ne peuvent pas même se mouvoir.

— Une compagnie vient de se former pour rendre à l'industrie des machines le célèbre et magnifique établissement de Charenton-le-Pont, dont la France est redevable à deux ingénieurs anglais MM. Mauby et Wilson.

Cet établissement qui a coûté et qui vaut encore plusieurs millions, se compose de vastes bâtiments, renferme plusieurs machines à vapeur et contient un matériel immense ainsi que d'innombrables et précieux modèles réunis à grand prix.

Cependant la C<sup>ie</sup> qui vient de se rendre acquiescer ne l'a porté dans son estimation que pour la somme de 750,000 fr. plus 250,000 de fonds de roulement, ensemble, *Un Million*. Il est vrai que dans cette affaire il n'y a point de ces actions bénéficiaires qui sont la plaie de toutes les sociétés industrielles. Un des plus habiles ingénieurs de l'Angleterre M. Hamond, en prenant la direction; il n'est pas un industriel qui ne connaisse au moins de réputation M. Hamond en raison de ses importantes inventions.

Aucune affaire par action n'a donc présenté autant de garanties unies à autant d'avantages, car, dans la réalité, les actionnaires ont toute la sécurité d'un prêt hypothécaire; l'intérêt de leur versement leur est garanti à 6<sup>1</sup>/<sub>2</sub> et un dividende leur est doublement assuré, puisque les directeurs dans leur confiance ne prélèvent de bénéfices qu'autant qu'un premier dividende 10 p. 100 a été réparti aux actionnaires.

Un conseil préside à l'emploi du fond de roulement et des commandes considérables sont déjà faites à cet établissement unique et modèle. On sait que tous nos établissements consacrés à la fabrication des machines sont en prospérité et qu'il n'en n'est pas un d'entre-eux qui n'ait en finement plus de commandes qu'il n'en peut exécuter; une preuve récente vient d'en être donnée par l'administration des postes qui s'est vue forcée à l'occasion des paquebots de la méditerranée, de partager ses commandes entre la France et l'Angleterre; la France n'y pouvant suffire.

Tout concourt donc à faire de l'établissement de Charenton-le-Pont, la plus loyale et la plus solide affaire par actions qui depuis long-temps se soit recommandée à l'attention publique. Dès le premier jour qu'il a été question de cette im-







flatté de les entraîner. Ainsi, nous le répétons encore, les électeurs qui portent au conseil municipal des hommes ineptes et corruptibles seraient bien mal venus à dire ensuite : nous avons été trompés ; le désintéressement, le zèle, la capacité étaient il est vrai, des conditions indispensables pour faire des bons officiers municipaux. Que voulez-vous ? Nous avons cru les trouver toutes réunies dans le candidat dont nous avons assuré l'élection. Les ambitieux sont si habiles à se déguiser ! D'autres auraient pu s'y laisser prendre aussi bien que nous. Non, nous n'admettons point de pareilles excuses. De tardifs regrets, des mécomptes amers, peuvent faire pardonner de mauvais choix. Mais qui pourra réparer le mal déjà consommé ? Qui rendra à la commune les fonds divertis ou mal employés ? Qui pourra arrêter les effets désastreux d'une débaucherie importante. Voilà ce qu'il ne faudrait pas perdre de vue, voilà quelles pensées devraient préoccupier l'esprit des électeurs toutes les fois qu'ils disposent de leurs suffrages.

Ces observations qui s'appliquent généralement à tous les électeurs de la Corse sembleront peut-être prématurées ; l'époque des élections est encore éloignée. Cependant il nous a paru convenable de les prémunir à l'avance contre les manœuvres des ambitieux. Circonvenus de toute part, assiégés dans les rues et dans leur domicile, il est à craindre qu'ils n'engagent légèrement leurs votes. C'est dans cette appréhension et pour prévenir, autant qu'il est en nous, les fâcheuses surprises auxquelles ils sont exposés, que nous nous sommes hâtés de faire un appel général à la classe des électeurs. Puisse-t-il être entendu de la Corse tout entière ! Placés comme une sentinelle avancée aux premières avenues du camp, il nous appartenait sans doute de signaler la marche de l'ennemi. Nous l'avons fait sans crainte et sans rancune, en dehors des intrigues et des ambitions qui s'agitent ; nous n'avons ni vœux ni espérances à former pour les candidats de telle ou telle section. Prêts à prendre parti pour la véritable cause, pour celle qui doit rallier tous les bons électeurs, tout ce que nous demandons, c'est la faculté d'applaudir ou blâmer les résultats des élections prochaines. Nous n'ajouterons plus qu'un mot.

Après le droit d'émettre librement sa pensée nous ne connaissons pas de droit plus important pour les citoyens, que celui d'élire les Magistrats. Est-il en effet une prérogative plus belle ? Si nous voulions remonter aux premières élections nationales, il faudrait fouiller bien avant dans les pages de notre histoire. En possession du droit de nommer aux magistratures locales par voie d'élection, nous nous montrâmes toujours dignes de ce beau privilège des peuples libres. Aurions-nous attendu le 19<sup>e</sup> siècle pour confier à des mandataires infidèles le dépôt des intérêts communaux ? Nos pères, moins instruits, se montrèrent

rent toujours à la hauteur du système électif, et nous ne le comprendrions pas ? Non, cela ne saurait être. Le pays qui offre un si grand nombre de jurés fermes et indépendants ne manque pas non plus de bons électeurs. C'est notre opinion, c'est l'espérance des amis du pays, et nous sommes sûrs qu'elle ne sera point déçue.

#### Société philharmonique de la ville de Bastia.

Au point de civilisation et d'aisance auquel est parvenue la ville de Bastia, il était convenable qu'à l'exemple de la plupart des villes du continent, elle vit se former au milieu de son sein une société composée d'amateurs, qui, en cultivant les heureuses dispositions que la nature leur a accordées pour la musique, s'efforceraient d'inspirer à notre jeunesse le goût d'un art si propre à adoucir les mœurs et à répandre sur la vie ce charme divin que de tout temps a fait les délices des peuples les plus policés. C'est pour remplir ce double but que M. Cucchi, professeur de musique, animé par un véritable zèle et secondé par d'autres personnes bienveillantes, a essayé de jeter les fondements de cette société, dont les habitants de Bastia doivent favoriser l'établissement.

Dimanche 2 du courant a eu lieu la première séance dans une des salles de la mairie. Le nombre des concourus des auditeurs qui, malgré le mauvais temps s'y trouvaient assemblés, est un encouragement pour la société qui se réunira tous les mois, sous la présidence d'un de ses membres. Les associés seuls seront admis aux répétitions qui auront lieu le dimanche ; et au jour fixé pour la réunion, chacun d'eux ne pourra introduire que deux personnes. Avec la légère somme que tout associé est tenu de verser chaque mois dans la caisse commune, la société s'enrichira d'une belle collection de musique instrumentale et vocale.

Espérons que l'on sentira de plus en plus les avantages d'une telle institution, surtout en faveur de la jeunesse.

( Communiqué. )

Corté le 5 Avril 1837.

Monsieur le Rédacteur,

Dans votre N<sup>o</sup> du 29 Mars dernier, vous vous plaigniez avec raison de la longue interruption ; que le service des Postes a éprouvé par suite de la grande quantité de neige qui a intercepté le passage de la Foce ; et vous vous demandez si c'est à l'Entreprise du transport des dépêches ou à l'Administration des Ponts et chaussées que l'on doit s'en prendre.

L'Entreprise Pieraggi tient beaucoup à ce que le public sache qu'elle n'a aucun reproche à se faire. Sans doute, comme vous l'observez fort bien le cahier des charges ne l'oblige qu'à assurer le service des Dépêches par le moyen des Voitures, cependant toutes les fois que le fait a été possible, elle n'a pas manqué de faire opérer le transport à cheval : C'est ainsi qu'elle en a agi depuis le 25 Décembre dernier, époque où les premiers neiges encombrèrent la Foce de manière à ce que les voitures ne pussent la franchir, et elle a continué ainsi pendant tout l'hiver : dans la circonstance par vous mentionnée, quoique trois chevaux des plus vigoureux de l'Entreprise aient été employés en même temps, il n'a pas été possible de la franchir : ce fait vous sera attesté par le certificat de M. le Maire de la commune de Gatti dont se trouve nanti l'agent de l'Entreprise de Bastia.

Ju vous prie, M. le Rédacteur de vouloir bien insérer cette lettre dans votre prochain N<sup>o</sup> et de croire aux sentiments respectueux avec lesquels j'ai l'honneur d'être etc.

L'Agent Principal de l'Entreprise Pieraggi, CASTELLI-POCROU.

La session des assises du second trimestre s'ouvrira à Bastia le 8 mai prochain, sous la présidence de M. Capello, conseiller. Sont nommés pour l'assister en qualité d'assesseurs MM. Marcilese et Stefani, conseillers.

Dans son audience publique du 10 courant, la cour royale, chambre civile, a procédé, sous la présidence de M. le comte Colonna d'Istria, au tirage de la liste des jurés qui doivent faire le service pendant le 2<sup>e</sup> trimestre des assises.

En voici les noms :

**Jurés titulaires.** Peretti Antoine-Pierre, docteur en médecine, à Zilia. — Moroni Felix Antoine, avocat à Ortuporio. — Oraz Jean Antoine, Notaire, à Bastelica. — Durazzo Jean Paul, propriétaire à Sartene. — Valentini Jean Valère, propriétaire, à Pastoreccia de Rostino. — Pignelli Jules, avocat, à Ajaccio. — Maggi Vincent, négociant, à Bastia. — Galloni Mariano, propriétaire, à Olmeto. — Catoni Pierre, propriétaire, à Bastia. — Arrighi Louis, prop<sup>re</sup> à Speloncato. — Murati Maxime, propriétaire, à Murato. — Orabona François Tadeo, propriétaire et Notaire, à Palasca. — Pietri Antoine Fioravante, médecin, à Sartene. — Qui François Marie, capitaine retraité, à Ajaccio. — Flach Georges, propriétaire, à Rogliano. — Tomasi Paul Antoine, capitaine retraité à Sorbo-Ognano. — Pugliesi Xavier, de Joseph, négociant à Ajaccio. — Pietri Jean Felix, avocat, à Sartene. — Colonna-Clareta Vincent, propriétaire, à Appietto. — Casanova Camille, propriétaire, à Sartene. — Renner Joseph, Maire, à Feliceto. — Podestà Pierre, de Jean Baptiste, négociant, à Bastia. — Murati Pierre, propriétaire, à Muru. — Tavera Ignace Antoine, docteur en médecine, à Ajaccio. — Bacciocchi Felix, propriétaire, à Ajaccio. — Nicolai Honoré Marie, capitaine retraité, à Bastia. — Biguglia André, chef de bataillon retraité, à Biguglia. — Graziani Charles, avocat, à Bastia. — Vincenti Pierre François, capitaine retraité, à Omessa. — Tili Ange Michel, propriétaire, à Venzolasca. — Pietri Antoine Jean, propriétaire, à Monticello. — Galeazzi Dominique, notaire, à S<sup>te</sup> Reparata. — Galeazzi François Séverin Hyacinthe, capitaine retraité, à Ponta. — Pieraggi Jean Baptiste, avocat, à Bastia. — Lota Jean Baptiste, négociant, à Bastia. — Cecaldi François Marie, notaire, à Otta.

**Jurés suppléantaires.** Figarella Dominique Louis, avocat docteur en droit, à Bastia. — Castelli Augustin, adjoint municipal, à Bastia. — Scatelli Joseph Marie Notaire, à Bastia. — Mattei Ange, avocat, à Bastia.

#### ARRÊTÉ.

Qui ordonne des travaux de salubrité dans l'Étang de Biguglia, approuvé par décision de M. le Ministre des travaux publics du 3 mars 1837.

Nous Préfet du Département de la Corse, officier de la Légion d'honneur.

Vu les mémoires qui nous ont été adressés par divers Maires et autres fonctionnaires publics ou notables des Communes de Bastia, Biguglia, Borgo, Furiani, et Luciana pour nous représenter que les eaux de l'étang de Chiurlino, ou

soit de Biguglia débordent dans la plaine de Biguglia et occasionnent annuellement de graves inconvénients.

Vu le rapport de M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Bastia, tendant à adopter des mesures de nature à faire disparaître les inconvénients contre lesquels on réclame, et dont les causes sont attribuées au comblement des canaux de décharge des eaux du dit étang dans la mer.

Vu l'arrêté du 11 Avril 1774 qui ordonne l'ouverture de quatre canaux, à l'effet d'entretenir une communication constante entre les eaux de la mer et celles de l'étang, et de tenir ces dernières à la même hauteur dans toutes les saisons.

Vu l'article 8 des lettres Patentes du 22 septembre 1775 portant que le S<sup>r</sup>. de Buttafoco, concessionnaire du dit étang, était tenu de faire, à ses risques et frais, trois canaux ordonnés par l'arrêté précité du 11 Avril 1774, et de les entretenir en tout temps de manière que la communication entre les eaux de la mer et de l'étang ne fût jamais empêchée ni interrompue.

Vu le procès verbal de vente, en date du 6 mai 1792, duquel il résulte que le dit étang fut aliéné, comme bien national, au Sieur Augustin Viale, moyennant la somme de cent mille francs, aux conditions prescrites par les Lois, d'après lesquelles l'acquéreur se soumettait totalement.

Vu la Loi du 28 septembre 6 Octobre 1791, titre 2, articles 16 et 17, celles des 14 floréal an XI et 16 septembre 1807 qui attribuent à l'autorité administrative la faculté de régler les travaux concernant le curage des canaux et rivières non navigables et ceux de la salubrité publique ;

Vu la lettre par nous écrite le 14 Juillet à M. le Sous-Préfet de Bastia, pour inviter les propriétaires de l'immeuble précité à rétablir les anciens canaux d'écoulement des eaux de l'étang dans la mer ; travaux réclamés dans l'intérêt de la salubrité publique ; et pour prévenir les dommages graves que cause aux propriétés adjacentes le débordement de ces eaux.

Vu les observations en réponse présentées par les propriétaires, alléguant qu'ils ne sont point tenus d'exécuter les travaux dont il s'agit, par la raison que le titre d'acquisition de ce domaine n'imposait pas cette charge ; que d'ailleurs, celui-ci serait prescrite par une possession de plus de quarante ans.

Considérant que la nécessité d'établir la communication des eaux de l'étang en question avec la mer, et réciproquement ; de les tenir constamment à une hauteur à ne pouvoir nuire, a été reconnue indispensable soit par l'arrêté du Conseil d'Etat du 11 Avril 1774, soit par les lettres patentes de concession du 22 septembre 1775.

Que cette communication est formellement ordonnée comme une condition imposée à la propriété dans un but d'économie agricole, et de salubrité publique.

Considérant que l'étang de Chiurlino ou soit de Biguglia susindiqué, est le réservoir naturel et obligé de plusieurs torrents ; que, dès lors, la nécessité d'ouvrir des canaux d'écoulement dans la mer est impérieusement commandée par la situation des lieux, pour empêcher la submersion des propriétés environnantes et la putréfaction des eaux.

Considérant que l'incorporation de cet immeuble dans le domaine national n'a pu le dégager des charges dont il était grevé originellement ; que ces charges ont dû passer, pour les mêmes causes, au nouvel acquéreur, lors de la vente qui lui en fut faite le 6 mai 1792 ; Que cette présomption, de conséquence naturelle, se tire de la clause exprimée dans l'acte que l'acquéreur se

serait totalement soumis aux conditions prescrites par les Lois ;

Or, ces conditions n'ont pu être autre chose que le maintien des services fonciers inhérents à la propriété et des servitudes imposées par la loi et la situation des lieux ;

Considérant que l'absence ou la soustraction du cahier des charges qui a servi de base à l'aliénation de ce domaine, fait conjecturer que les charges primitives dont il a été grevé devaient le suivre dans les mains du nouvel acquéreur.

Quod si c'est ainsi, les parties intéressées se seraient aujourd'hui empressées d'administrer la preuve contraire, en produisant le cahier des charges.

Considérant, relativement à la prescription alléguée, que les servitudes de ce domaine, ne peuvent pas être rangées dans la catégorie des servitudes ordinaires prescriptibles, attendu qu'elles ont pour objet la conservation des propriétés environnantes, et le maintien de la salubrité publique. Que ces deux grands objets d'intérêt général rentrent évidemment dans le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce, ne sont point prescriptibles.

Le tout mûrement examiné ;

Arrêtons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup> Il est ordonné aux Sieurs Viale-Rigo, Raffaeli, Castelli Santelli et autres propriétaires actuels et co-intéressés de l'étang de Chiurlino ou soit de Biguglia, domiciliés et demeurants à Bastia, de rétablir, dans le délai de trois mois à dater de la notification du présent arrêté, les trois canaux d'écoulement des eaux du dit étang dans la mer, prescrite par l'arrêté du 11 Avril 1774 et par les lettres Patentes du 22 septembre 1775 et désignés sous la dénomination de Foce, de Tambolo-bianco et de Canna Grossa.

Le rétablissement de ces trois canaux est ordonné dans un but d'utilité publique, soit pour préserver de l'inondation les propriétés particulières qui environnent l'étang, soit pour faire disparaître les causes des maladies épidémiques qui ravagent très-souvent les populations voisines par la putréfaction de ses eaux.

Art. 2 A défaut par les propriétaires de l'étang d'exécuter les travaux dont il s'agit, il y sera procédé d'office à leurs frais, sous la direction de MM. les Ingénieurs des Ponts et Chaussées.

Art. 3 Le présent arrêté sera soumis à l'approbation de M. le Directeur général des ponts et Chaussées, et des mines.

Fait en l'hôtel de Préfecture à Ajaccio, le 18 Janvier 1837.

Signé H. JOURDAN.

Cet arrêté, dont nous avons signalé depuis longtemps la pressante nécessité, est un véritable bienfait pour des populations qui ont tant souffert des exhalaisons pestilentiennes de l'étang. Il doit en résulter une amélioration notable dans leur état sanitaire. De pareilles mesures font honneur à l'administration, et nous serons toujours les premiers à applaudir à toutes celles qui s'offrent à nous avec ce caractère d'utilité générale.

#### PARIS.

Une insurrection avait éclaté à St-Domingue. Il paraît qu'elle a été facilement réprimée. C'est du moins ce qui résulte de la proclamation suivante du président Boyer ; elle est du 31 janvier :

« Habitants ! au milieu de la sécurité la plus parfaite, un mouvement insurrectionnel a éclaté

dans la ville du Cap-Haïtien. Le colonel Isidore Gabriel, des carabiniers à cheval, comblé de faveur par le gouvernement, et qui avait reçu de moi de nombreuses marques de confiance, a levé l'étendard de la révolte à la tête d'une partie des troupes qu'il commandait. Après les avoir rendues complices de son crime, il s'est emparé de l'arsenal du Cap-Haïtien ; mais, dès les premiers symptômes d'une trahison si infâme, la garde nationale et les autres troupes de la garnison, fidèles à leur serment et à la voix de l'honneur, se sont rassemblées sur l'ordre du général Léo : elles ont marché contre les factieux en poussant le cri de vive la république ! vive le président Léo ! L'arsenal a été repris à la pointe de la haïonnette. Le traître Isidore et ses complices n'ont trouvé leur salut que dans la fuite.

« Les factieux ayant pris la fuite, les commandants des districts ont reçu l'ordre, s'ils se présentaient, de se rallier sous le commandement du général Léo, pour écraser ceux qui se sont proclamés les ennemis de la république.

« Habitants, ayez confiance dans la sagesse et l'énergie du gouvernement de l'ordre et de la liberté. La tranquillité acquise au prix de tant de sacrifices ne doit pas périr. Vive à jamais la liberté ! vive la république !

BOYER.

— Le marquis de Londonderry, célèbre tory anglais, a manqué d'être assassiné à Varsovie, après avoir assisté à une grande revue ; au moment où il rentrait chez lui, à cheval, en grand uniforme de général anglais, un coup de pistolet fut tiré sur lui ; mais la balle lui a passé à côté de la tête.

— Le bruit s'est répandu que le conseil d'amirauté de Londres avait décidé que la capture du *Vixen* avait été faite en violation du droit des gens. Cette résolution serait justement considérée comme une grave complication dans les rapports diplomatiques de l'Angleterre et de la Russie. (Siècle.)

— Il résulte d'une circulaire ministérielle adressée aux préfets des départements qu'ils ne sauraient porter trop d'attention dans toutes les questions relatives aux aliénés.

— Il paraît que la princesse de Capoue fera ses couches à Malte. Le roi de Naples ayant un fils, le prince n'est plus considéré comme héritier présomptif de la couronne.

— Dans le courant mois, il a été frappé pour un million d'espèces à la monnaie de Bordeaux.

— A Nanci, le 25 mars, le thermomètre de Réaumur a marqué 6 degrés au dessous de zéro ; les rivières sont couvertes de glaçons.

— La nouvelle banque du Havre a atteint maintenant le chiffre de 32 millions.

— Severac s'est pourvu en grâce. Il devait être dégradé le 28 mars. Un sursis a été demandé par la voie du télégraphe et accordé.

— Le 23 mars, ce qui est à peine croyable, la neige encombra les rues de Madrid.

#### HYGIÈNE—GRIPPE.

La maladie épidémique qui règne en France nous fait un devoir d'éclairer nos lecteurs sur le mérite réel des pectoraux annoncés chaque jour, et pour cela nous ne pouvons mieux faire que de transcrire textuellement l'opinion émise par l'un de nos meilleurs journaux de médecine sur les propriétés de la PÂTE DE REGNAULD AÎNÉ ; (1) qui à LONDRES et à PARIS est ordonnée avec un grand succès pour prévenir et guérir l'INFLUENZA ou GRIPPE.

Extrait du N<sup>o</sup> XXXVI de la Gazette de santé, ou recueil général de ce que la médecine peut offrir

(1) MM. Serpentin, Marchand aux terrasses, à Bastia ; Arène, Négociant à Ajaccio.



de plus avantageux pour prévenir et guérir les maladies, par une société de médecins.

C'est au moment où la toux, les rhumes, les catarrhes et toute la catégorie des maladies de poitrine exercent leur empire, qu'il est important de faire connaître les moyens avoués par les médecins praticiens pour diminuer, soulager et guérir quelques-unes de ces affections. Sous ce rapport, nous croyons devoir recommander la PATE DE REGNAULD AÎNÉ, pharmacien à Paris, rue Caumartin, 45.

Cette pâte peut remplacer avec avantage des tisanes, incommodes et fatigantes dont l'usage est surtout difficile dans les voyages; elle est composée avec les extraits des plantes pectorales, elle possède une saveur agréable et ne contient aucune préparation opiacée, dont l'effet, toujours trompeur et souvent funeste, ne procure pour l'ordinaire, qu'un soulagement momentané. Les essais nombreux faits jusqu'à ce jour par plusieurs médecins instruits justifient notre recommandation.

M. le Ministre de l'intérieur, qui pour encourager les efforts de la Société des Dictionnaires et des livres d'utilité et d'éducation, avait bien voulu se faire inscrire un des premiers au nombre de ses actionnaires, vient de lui faire une nouvelle faveur en lui accordant un brevet d'impression. Cette faveur est d'autant plus grande qu'il n'en avait pas été accordé de semblable depuis vingt ans. La société des Dictionnaires est une de celles qui ont inspiré le plus de confiance aux capitalistes et qui offrent le plus d'avenir.

CONCURRENCE DES CHINOIS. — La concurrence, pour venir de loin, n'en est pas moins fâcheuse pour nos fabricants. Lyon, St-Etienne, Avignon, Nîmes, qui n'avaient à redouter, pour la fabrication des soieries, que la concurrence de la Suisse et de l'Italie, qui luttait avec succès contre les tentatives impuissantes de l'Angleterre, de la Saxe, de la Prusse et de la Suède, sont menacées de succomber devant la nouvelle concurrence de la Chine, plus favorisée sous le rapport du climat, du prix de la main-d'œuvre et de la beauté de la matière première. Les Etats-Unis, qui absorbaient une grande partie de nos tissus de soie, s'adressent maintenant aux Chinois qui ont fait dans la fabrication des progrès qui prouvent qu'ils ne sont point aussi stationnaires qu'on le croit en Europe.

Sicette cause lointaine est assez puissante pour nuire aux fabriques françaises, on ne saurait trop se hâter d'en rechercher le remède. Cent mille familles d'ouvriers y sont intéressées.

Il existe à Riez (Basses-Alpes) un vieillard nommé Ambroise Aurias qui, à l'âge de 105 ans, va faire tous les jours sa partie au café. La société des jeunes gens lui plaît beaucoup et dernièrement il a refusé de jouer avec un octogénaire, trouvant qu'il était trop vieux pour lui tenir tête.

Il y a quelques jours une petite fille de Sains-sur-Poitiers, âgée de 10 ans, malade, tomba dans une profonde léthargie; ses parents la crurent morte et la firent enterrer. Le lendemain deux jeunes filles, en allant prier sur la tombe de leur compagne, entendirent des gémissements qui parurent de dessous terre; effrayées, elles s'en furent prévenir le sacristain, il courut aussitôt au cimetière et entendit les mêmes cris; tout de suite il s'empressa de découvrir le cercueil et trouva vivante l'infortunée jeune fille.

Une brillante exposition des produits d'horticulture envoyés de toutes les parties de l'Europe vient d'avoir lieu à Gand. Il y avait à cette exposition 6,000 plantes évaluées à un million de francs. Un camélia a été vendu 12,000 fr. à M. Rosendael, de Vienne.

Le banquet qui a été donné par la Société botanique réunissait trois cent vingt-deux convives, parmi lesquels on remarquait un grand nombre d'étrangers, autrichiens, anglais, français, allemands, etc.

## VARIÉTÉS.

Les revues bibliographiques que nous avons lues jusqu'à ce jour mentionnent des histoires et autres documents inédits sur la Corse, dont la publication, par la voie de la presse jetterait de la clarté sur quelques points douteux de nos annales, et qu'il serait pourtant bien essentiel d'éclaircir. De ce nombre est l'histoire manuscrite que nous venons de parcourir avec un intérêt soutenu. Cependant le plaisir que nous avons trouvé à lire ce qui nous reste de cet ouvrage, nous a fait mieux sentir encore le prix de ce que nous avons perdu. Il est évident, que ce manuscrit précieux est incomplet. Nous tenons de bonne source que les deux livres que nous regrettons de n'avoir pu lire, se trouvent entre les mains d'un de nos compatriotes. Il serait à désirer que ces volumes épars et détachés, fussent réunis ensemble et publiés en même temps. Ces sortes d'ouvrages appartiennent au pays; ceux qui les gardent, en répondant à leurs concitoyens; c'est un dépôt qui leur est confié, ils peuvent en avoir la possession temporaire; la Corse seule a le droit d'en revendiquer, la propriété exclusive. Si les livres qu'il ne nous a pas été donné de lire sont écrits avec le même esprit de liberté et d'indépendance que les autres, ce serait vraiment fâcheux que l'ouvrage tout entier ne vit pas le jour.

Son auteur paraît avoir été le témoin oculaire des événements, dont il nous a transmis la relation exacte et fidèle. La cause et les résultats des révolutions dont la Corse a été le théâtre, sont tour à tour indiqués et appréciés avec une admirable justesse d'esprit et une parfaite connaissance des mœurs nationales. Point d'anachronismes, point de comptes fabuleux, point de traditions absurdes. Certes, on ne peut pas lui adresser les reproches qu'un historien de nos jours adresse avec raison à Pommeuil, de n'avoir ni lu, ni même vu aucun des ouvrages dont il prétendait redresser les erreurs, et entrepris de tracer notre histoire sans même chercher à connaître les sources, où il devait tirer quelques notions.

Ce n'est pas ainsi que procédaient les annalistes nationaux. Pour ne citer que quelques uns des contemporains, est-il un fait important que Renouci, Gregori et Jacobi n'aient appuyé de quelques documents historiques? Les sources où ils ont puisé sont indiquées sans détour, et chacun peut vérifier l'exactitude des citations. L'absence d'impartialité n'est pas le seul défaut des historiens; il faut encore qu'ils retracent de leur récit tout ce qui est purement conjectural, qu'ils se livrent à des recherches personnelles et n'assurent point, sur la foi d'autrui, des particularités et des faits dont ils seraient fort embarrassés de fournir la preuve et d'en garantir l'authenticité. Si Filippini, Jausin et les écrivains génois, avaient toujours suivi cette méthode, les premiers eussent oublié que lorsqu'on n'est pas dans une position indépendante, on a rarement le courage de dire la vérité contre les gouvernements dont on veut se ménager la faveur, et les autres eussent compris également que l'histoire n'est pas l'apologie d'un sénat oppresseur. Donner à la sainte cause de l'insurrection le nom de révolte et à une oligarchie marchande et tyrannique le titre de pouvoir légitime, ce n'est assurément pas

changer les rôles, c'est tout simplement gagner son salaire. Ecrire enfin l'histoire pour jeter l'odieux sur les peuples et insulter à leurs malheurs c'est tomber dans le dernier degré d'avilissement.

Les écrivains qui ont pris à tâche de justifier la cruelle domination de tous les despotes qui se sont tour à tour disputé le sol de la patrie quel que fût leur nom, et soit qu'ils s'appellent république ou royauté, de pareils écrivains disons-nous, se déshonorent complètement sans réhabiliter la mémoire des souverains dont la politique immorale attira sur leurs têtes hideuses les anathèmes des nations.

## ANNONCES.

A VENDRE, bon FONDS de café estaminet bien situé et bien servi. Il y a deux billards, table d'hôte pour quinze à dix-huit personnes. Le propriétaire de l'établissement désire vendre par raison de santé.

S'adresser pour les conditions et les renseignements au gérant des *Grandes Affiches de France*, rue des Prouvaires, n. 10, à Paris.

A transférer la gérance d'un Journal non politique en pleine marche de succès, fondé en société en commandite et par actions. Les bureaux de l'administration et l'imprimerie sont réunis dans le même local. Le cédant conservera un fort intérêt dans l'entreprise, au gré de son acquiescement. — S'adresser à l'administrateur gérant des *Grandes Affiches de France*, à Paris.

## PLACEMENT DE FONDS AVANTAGEUX.

A VENDRE A PARIS.

Un fond de Boulangerie bien achalandé dans un quartier populaire. Deux fours sont en pleine activité. Bail de 18 ans.

Un fonds de Boulangerie au centre de Paris, bien achalandé, avec four neuf et travail facile au rez-de-chaussée. La maison appartient au propriétaire du fonds. Il fera un bail long à la volonté du preneur, et ne vend que parce qu'il veut jouir de sa fortune.

S'adresser franco pour traiter et avoir les renseignements à M. Julien Gardet, gérant des *Grandes Affiches de France*, rue des Prouvaires, n. 10.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA.

Du 4 au 12 Avril 1837.

## ARRIVÉES.

PRONETE, *Vierge des Carmes*, cap. Guaitella.

LIVOURNE, Bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota.

TOULON, Bateau à vapeur *Lianone*, c. Cuneo.

## DÉPARTS.

TOULON, Bateau à vapeur *Lianone*, cap. Cuneo.

GÈNES, *Gondole Montecro*, cap. Revirano.

LIVOURNE, *Mistick Pipi*, cap. Gentile.

LIVOURNE, *Gondole St-Joseph*, cap. Paoli.

LIVOURNE, Bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'imprimerie de G. Fabiani.

ON S'ABONNE A BASTIA

AT BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Imprimerie de LEBLANCET, Boulevard de la République, N° 18.

A l'Agence de correspondance de M. JUSTIN et C° Place de la Bourse, N° 5; à la correspondance commerciale, de PUYERRE DE LA BOUTILLON, rue St Honoré 297, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire français.



## L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

PAIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.

POUR SIX MOIS . . . . . 8

POUR TROIS MOIS . . . . . 4

POUR LE CONTINENT . . . . . 20

POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES JOURS.



## CORSE.

## AVIS.

Le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia, en exécution des dispositions de l'ordonnance royale du 18 février 1834, et d'un arrêté de M. le Préfet de la Corse en date du 12 avril courant, s'empresse de donner avis au public :

Qu'une enquête sera ouverte à la sous-préfecture de Bastia pour recevoir les observations aux quelles pourrait donner lieu l'exécution des travaux, ayant pour objet l'ouverture d'une route royale de Bastia à Bonifacio, dont le point de départ sera le Pont de Golo, et sa direction par les plaines de Casinca, Tavagna, Moriani, Campoloro, Aleria et le Fiumorbo.

Cette enquête qui commencera le 17 avril courant, et sera close le 16 mai prochain, s'ouvrira sur un avant projet indiquant le tracé général de la ligne des travaux; les dispositions principales des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire de la dépense. Cet avant projet sera accompagné d'un mémoire descriptif lequel fera connaître le but de l'entreprise, et les avantages qui peuvent en résulter.

Une commission se réunira ensuite au chef lieu du département à l'effet d'examiner les déclarations consignées au registre d'enquête, et pour donner son avis motivé, tant sur l'utilité du projet, que sur les questions qui pourraient être posées par l'administration.

Les opérations de la dite commission commenceront le 17 mai 1836, et seront closes le 17 juin suivant.

Les personnes qui auraient des observations ou réclamations à faire, et des renseignements à donner sur l'objet en question, devront par conséquent se présenter à cette sous-préfecture depuis le 17 avril, jusqu'au 16 mai, de 10 heures du matin à 4 heures de relevée.

Fait à la sous-préfecture de Bastia le 14 avril 1837.

MORATI.

## FEUILLETON.

## BIOGRAPHIE DES HOMMES DU JOUR.

Perfectionner de jour en jour dans les arts comme dans les sciences, telle est la prérogative inhérente à l'époque actuelle. Pendant trop longtemps les nations rivalisèrent d'ambition pour la gloire militaire; connaissant mieux leurs droits, il est temps enfin qu'elles rivalisent de zèle pour l'humanité. Grâce aux progrès de la philosophie, la soumission du raisonnement à l'observation fait le caractère de la médecine moderne. On doit des remerciements aux médecins qui ont attaché leurs noms à leurs remèdes, car de leur efficacité dépend l'honneur et la réputation des inventeurs et ce sont les plus sûres garanties de leur bonne

Un crime sans exemple dans les annales criminelles de la Corse, a saisi d'indignation la Bastia tout entière. Une jeune personne issue d'une famille honnête aurait été entraînée dans les pièges de la séduction par un homme marié. Non content d'avoir déshonoré sa famille, il essaya d'effacer par un avortement forcé les traces de la grossesse qui avait été le résultat de ce commerce illégitime. Dans la prévision du danger qu'elle allait courir, il l'amena d'abord à disposer à son profit de toute sa fortune. Cette malheureuse qui ne soupçonnait pas plus le péril de sa position que la sincérité de son amour, ne s'opposa point aux tentatives d'avortement, et céda aux manœuvres de la cupidité, elle testa en sa faveur au détriment de sa famille.

La justice instruit, et l'on nous assure que l'auteur présumé du crime s'est soustrait à ses recherches par la fuite. De pareils atteintes à la morale publique sont sûres de trouver parmi nous une sévère répression. Les jurés veuillent avec éclat la société indignée de ce mélange de cinisme et de cupidité.

Le 7 du courant, dans l'après midi, un enfant de 5 ans jouant avec deux autres, à l'extrémité du môle neuf dans le port de Bastia, ayant aperçu à peu de distance du quai, un morceau de bois flottant sur l'eau, en se penchant pour l'atteindre, s'est trouvé entraîné par le poids de la partie supérieure de son corps et est tombé dans la mer.

Le Préposé des douanes Leandri, en faction à quinze pas du lieu où cet événement venait de se passer, accourut aussitôt aux cris que poussait le petit malheureux qui se noyait, et ne consultant que son dévouement s'est précipité tout habillé dans la mer, sans prendre le temps de quitter ni sa capote, ni même son sabre. Cette célérité était nécessaire, car ce jeune enfant avait déjà disparu depuis quelques instants dans un bas fond et il allait infailliblement périr.

Pour lui sauver la vie, le Préposé Leandri

embarrassé dans une uniforme a visiblement exposé la sienne. Sa conduite dans cette circonstance fait le plus grand honneur à sa résolution et à ses sentiments.

Le bateau à vapeur *Le Napoléon*, vient de reprendre le cours de ses voyages. Arrivé à Bastia dans la matinée du 9 il en est reparti le 11 au soir pour Livourne. Notre Consul général, M. le Baron de Formont, a puissamment contribué, par sa médiation, à applanir les difficultés, qui avaient interrompu la marche de ce beau bâtiment. Le bras de mer, qui sépare notre île du continent italien se trouve, pour ainsi dire, comblé par le rétablissement de cette rapide et régulière communication.

Nous sommes informés que le nouveau mode d'exploitation de cette entreprise vraiment patriotique réunira toutes les facilités et tous les avantages les plus propres à rendre la traversée, aussi agréable pour les voyageurs, qu'utile pour le commerce.

(Communiqué.)

M. le Lieutenant-général Desmichel, appelé au commandement de la 17<sup>me</sup> Division militaire vient d'arriver aujourd'hui par le bateau à vapeur *L'Achéron*.

Ce même bateau nous a apporté la dépêche télégraphique suivante :

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE DU 16 AVRIL.

Affaires étrangères et présidence.—M. Molé. Intérieur.—M. de Montalivet. Justice.—M. Barthe. Finances.—M. Lacave-Laplagne. Guerre.—M. le général Bernard. Commerce.—M. Martin (du Nord). Marine.—M. de Rosamel. Instruction publique.—M. de Salvandy.

aux parlements, qui ne prononçaient eux mêmes qu'après avoir consulté la Sorbonne; de toutes les nouveautés médicales, les docteurs de l'ancien régime n'ont accueilli sans obstacles que le système de la transfusion du sang; en revanche, ils se sont opposés de toutes leurs forces à l'introduction de l'ipéacuanha. Qui pourrait croire aujourd'hui que des arrêts de parlement ont pros crit l'huile de pavot, l'émétique, la levure de bière et la découverte du célèbre Jenner, la vaccine, que d'efforts n'a-t-il pas fallu pour l'introduire parmi nous.

Mais, dira-t-on, ces temps de persécution individuelles sont déjà loin de nous; de pareils abus ne se renouvelleraient pas de nos jours. Oh! qu'on se dé trompe bien vite: le proverbe de Martial est aussi vrai maintenant qu'il y a deux mille ans,



## NECROLOGIE.

M. Ferrand, conseiller à la Cour royale de Lyon, vient d'y décider à la suite d'une maladie d'inflammation, les personnes qui ont été à même d'apprécier ses connaissances et la noblesse de ses sentiments dans l'exercice des mêmes fonctions près la Cour royale de Bastia, regretteront vivement sa perte prématurée qui desole ses parents et ses amis. M. Ferrand était fort attaché à la Corse et il se regardait comme du pays, parcequ'il s'y était marié avec une jeune femme très distinguée.

On voit tous les jours diminuer le nombre de ces braves qui ont servi les glorieux régimes de la République et de l'Empire. La mort vient de frapper M. Raffalli Capitaine en retraite. Le doubleur dont sont pétrés son épouse, les parents et les amis qui l'ont vu, est l'hommage le plus touchant qui puisse être rendu à sa mémoire. Une maladie de peu de durée, que lui-même a d'abord jugée mortelle, n'a point altéré son courage et sa patience. Un cortège nombreux l'accompagnait jusqu'à sa dernière demeure. M. Carubecia Capitaine en retraite, a prononcé le discours suivant :

Messieurs,

La mort qui vient de trancher les jours du brave Capitaine Raffalli nous ressemble autour de son cercueil. Avant que la terre ait enseveli pour jamais ses tristes dépouilles, permettez à une voix qui lui fut connue, de rendre un dernier hommage à ses qualités guerrières, à sa probité politique et à ses vertus privées; vain tribut, je le sais, pour des restes insensibles! éloges inutiles pour une âme dégagée des liens du corps, et qui goûte au sein de la Divinité les joies ineffables réservées à l'homme juste et bien-faisant! mais unique moyen qui soit donné à la faiblesse de notre nature de pleurer la perte, et d'honorer dignement la mémoire de nos semblables.

Le Capitaine Raffalli né à Stazzona en 1770, fit ses premières armes sous la République et servit l'Empire jusqu'en 1810, époque à laquelle il obtint sa retraite, et rentra dans la vie privée. L'armée d'Italie le compta dans ses rangs lors des nombreuses et célèbres batailles qui jusqu'à Marengo immortalisèrent le nom français; celui de la République, et furent les plus beaux titres de gloire de Napoléon. C'est là qu'il parvint au grade de Capitaine par une bravoure à toute épreu-

ve justement appréciée de ses chefs. Mais le sort, jaloux de berner l'éclat de sa carrière, ou des opinions libérales professées dans un temps de transition, et qu'il ne voulut point sacrifier, le firent réintégrer à l'île de France, et le contraignirent à passer en garnison sous le brûlant climat des tropiques, les meilleures années d'une mâle et vigoureuse jeunesse. Ennemis de l'intrigue, il supporta sans se plaindre, l'exil et l'oubli auxquels on le condamnait, se faisant chérir et estimer de ses compagnons d'armes par les rares qualités de son cœur, sa loyale franchise et une égalité de caractère qui ne s'est jamais démentie jusqu'à la fin de ses jours. Rappelé enfin sur le continent de l'Europe lors de la désastreuse expédition d'Espagne, il prit part au siège de Gironne où il se fit remarquer. Quatre fois il fut blessé dans cette guerre acharnée et sanglante, si funeste d'ailleurs aux armes françaises. Ici trouve naturellement sa place un des beaux traits de la vie militaire du défunt. A la suite d'un combat désavantageux, ayant reçu l'ordre de protéger la retraite, il s'en acquitta avec tant de bravoure, d'intelligence et de succès, que le général commandant la brigade, après l'avoir comblé d'éloges ne put s'empêcher de s'écrier : « Je l'ai toujours dit, capitaine, vous êtes un des officiers les plus braves et les plus distingués de l'armée de Catalogne. » Parmi diverses actions qui signalèrent sa probité et son désintéressement dans le même pays, je me contenterai de vous en citer une. Des Espagnols sont dénoncés pour avoir, contre la foi des traités, assailli nos soldats les armes à la main; on les arrête, et ils sont livrés à une commission militaire dont le capitaine Raffalli est le rapporteur. Les parents éplorés viennent se jeter à ses pieds et lui offrent douze mille francs pour la délivrance des accusés. Mais, esclaves de l'honneur, le digne officier repousse hautement de telles propositions, quelque sûreté qu'il y eût à les accueillir, l'accusation n'étant pas fondée.

Les fatigues et les blessures avaient épuisé le corps du capitaine Raffalli, et en 1810 il fut rendu à ses foyers domestiques. De la vie tumultueuse et agitée des camps il passa ainsi au calme et au repos de la vie privée; mais si dans l'état militaire, il fut avare du sang de ses soldats et prodigue du sien, s'il put mériter leur amour et leur respect par les soins qu'il prenait de leur bien-être, et par une justice toute paternelle; s'il atténua les désastres inévitables de la guerre, en protégeant des ennemis vaincus et soumis contre les rapines, l'incendie et le pillage; redevenu simple citoyen, il sut honorer cette nou-

velle carrière par vingt-cinq ans d'une existence pleine de vertus et de bonnes actions. Époux tendre et euphrasie, ami sincère et généreux, parent dévoué, humain et secourable aux indigents, aimant sa patrie jusqu'à l'adoration, exerçant un seul devoir de la société civile qu'il ait jamais négligé de remplir? je pourrais attester ici le témoignage de tous ceux qui l'ont connu, sans craindre d'être démenti.

Hélas! messieurs, tant de belles qualités ne sont plus qu'un souvenir! nous l'avons perdu cet homme rare et modeste, que l'on ne pouvait connaître sans éprouver pour lui le plus profond sentiment d'estime et de vénération! un mal de peu de durée, que lui-même a d'abord jugé mortel, et qu'il a supporté avec constance, l'a ravi à la tendresse de ses parents et de ses amis! La religion qui l'a assisté dans ses derniers moments, a reçu dans ses bras cette âme irréprochable et pure, aussi digne des miséricordes de l'Eternel que de nos pleurs et de nos regrets!

Ah! que du moins sa mémoire ne nous quitte pas! qu'elle vive dans nos cœurs pour nous exciter à la pratique de toutes les vertus et de tous les sentiments honnêtes! Et puissent un jour les vœux, les gémissements et le deuil funèbre de l'amitié nous accompagner, comme lui, à cette dernière demeure, ou le temps disparaît et l'éternité commence.

## PARIS.

Les Ministres du 6 Septembre réunis en Conseil, ont signé le 10 le contrat de mariage de S. A. R. M. le duc d'Orléans avec la princesse Hélène de Mecklembourg.

M. le Lutteroth, porteur de ce contrat, est arrivé aujourd'hui au Ministère des affaires étrangères.

L'instruction du procès de Champion se poursuit avec une activité infatigable. On vient encore d'arrêter, comme impliqué dans cette affaire, un nommé Roger, ouvrier paveur, demeurant rue de Charenton.

## DEPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Bayonne, 11 avril 1837.

Le général Iribarren est nommé vice-roi de Navarre, et commandant les troupes de la province, en remplacement de Saarsfield.

On n'a encore fait aucun mouvement offensif.

Nous recevons de Londres quelques réflexions sur le ministère whig et sur les conséquences probables de sa retraite comme d'une dissolution

de la chambre des communes. Il nous semble qu'il existe entre notre crise actuelle et la situation des partis parlementaires de la Grande-Bretagne assez d'analogie.

M. le directeur-général des mines vient de demander à MM. les ingénieurs une description complète et détaillée des gîtes de minerais métalliques et combustibles exploités ou non exploités dans le royaume. Il s'agit de reconnaître par travail d'ensemble les richesses souterraines qui existent en France.

La réalité des guérisons orthopédiques, ne sera plus désormais mise en question. Il y a un an, le conseil général des hôpitaux de Paris, confia aux soins de M. le docteur Jules Guérin, directeur de l'Institut Orthopédique de la Muette, trois orphelins affectés de difformités très-considérables de la taille, du cou et du pied. Ces trois enfants sont aujourd'hui complètement guéris : en attendant que ces faits remarquables soient l'objet de rapports à l'Académie des sciences et de médecine, ils ont été constatés par M. Valdruche administrateur de l'hospice des orphelins, par M. Magin directeur du même hospice, et par un grand nombre de médecins qui avaient constaté l'état des sujets avant leur mise en traitement.

## VARIÉTÉS.

### Anecdotes sur la jeunesse de l'Empereur.

C'était en 1786. Eunuqué par la vie monotone des garnisons de Valence, de Douai, d'Auxonne, et de Grenoble, le jeune Bonaparte vint à Aix en Provence passer un mois de congé avec ses compatriotes du Séminaire. Cette ville où régnent le silence et le recueillement était alors comme aujourd'hui, la réunion de tous les hommes lettrés de la Provence; aussi devait-elle avoir beaucoup de charmes pour l'esprit méditatif de Bonaparte. Partageant tous ses loisirs, entre la société des jeunes séminaristes et des lectures sérieuses, il trouvait une sorte de bonheur à provoquer des discussions théologiques, sûr qu'il était de briller dans ces controverses et d'y faire remarquer sa supériorité intellectuelle. Son oncle qui n'était encore qu'un petit abbé n'aimait guère l'hardiesse de ses doctrines, les formes brèves, abruptes, et dogmatiques du jeune artiller, choquaient souvent le futur archevêque de Lyon. Au lieu de répondre aux arguments de sa logique pressante, il trouvait plus commode et moins embarrassant de lui reprocher avec amertume,

l'impudence de ses maximes, et la liberté irrévérencieuse de son langage. — Il me faut de bonnes raisons, disait alors le Lieutenant de la Fère, et non pas des injures. J'aurai des réponses pour les objections, je n'ai que du mépris pour les personnes. D'ailleurs, ce n'était pas ainsi que le fondateur du christianisme, prouvait la pureté de sa morale, et confondait les incrédules du paganisme. Le cardinal Fesch, répliquait toujours par ces mots, *alles, vous serez un impie*. Il était bien loin d'imaginer alors que ce rude et inflexible controversiste, serait vingt ans plus tard, le restaurateur de la religion, l'appui des prêtres exilés et proscrits, et qu'il mettrait sur sa tête le chapeau de Cardinal.

Cette contradiction de tous les instans et la liberté de ses opinions religieuses blessaient son oncle, une plaisanterie sur des moines acheva de le rendre furieux. Un jour, c'était le 15 novembre 1786, les séminaristes corses se dirigeaient dans un moment de récréation, vers le couvent des Capucins, le jeune Napoléon était parmi eux. Les religieux qui avaient promis de renoncer au monde et non pas au soleil, groupés à l'abri des murs du cloître, cherchaient à ranimer leurs membres engourdis par le froid, sous la bienfaisante chaleur de ses rayons. A cette vue, Napoléon ne put contenir un mouvement d'hilarité; voyez-vous ces moines, aux barbes hérissées, dit-il, en s'adressant aux élèves du séminaire, ne ressemblent-ils pas à des chèvres corses? La comparaison pouvait être juste, mais assurément elle n'était guère flatteuse pour les pauvres solitaires auxquels il semblait contester ainsi, ce qu'il y a de plus commun sur la terre, une part au soleil. Que l'on se figure le dépit, et la sainte colère de l'oncle! Ce qui lui fit éprouver une douleur plus vive encore, ce fut l'éclat de rire dont les paroles du jeune officier furent suivies. — Voilà s'écrit avec indignation le séminariste orthodoxe, comment on cherche à justifier la réputation d'esprit fort. Voilà quels sont les sentiments et les principes que l'on puise dans les collèges militaires : Après ces premiers reproches, vint une boutade philosophique contre l'Ecole voltairienne. Tout le monde sait maintenant, que Napoléon ne partageait jamais l'enthousiasme général sur l'auteur de Mahomet, et qu'il n'était pas plus partisan des théories politiques, que des idées religieuses de cette classe d'écrivains; aussi pour toute réponse, haussa-t-il les épaules de pitié. Et tirant de sa poche un petit album il se mit à tracer des figures géométriques. C'est des condisciples du cardi-

nal Fesch que nous tenons cette anecdote.

En 1792 lorsque le grand orage révolutionnaire grondait déjà sur la France, Napoléon fit un voyage en Corse. On se souvient encore à Ajaccio de la fameuse journée des fusillades, journée qui laissa de si profonds souvenirs au sein de sa ville natale. Parmi les gardes nationaux dont il prit le commandement, lorsque chargé de disperser la foule armée, il prélevait dans les rues d'Ajaccio, aux combats sanglants du 13 vendémiaire an IV, se trouvait un jeune homme dont l'air martial et l'allure guerrière plurent beaucoup au jeune commandant. Il faut que tu me suives en France lui dit un jour Napoléon en lui serrant affectueusement la main, je me charge de ton sort. Quand vous serez général répartit le jeune milicien.

Le 28 octobre 1795 le courage et l'habileté avec lesquelles il défendit la Convention contre le mouvement insurrectionnel des sections de Paris, lui valurent le titre de général de division avec le commandement en chef de l'armée dite de l'Intérieur.

Le soldat citoyen qui avait combattu sous ses ordres le lundi de Pâques 1792, ayant appris que son commandant était devenu général, voulait partir pour l'armée. Son vieux père, dont il était l'unique soutien, s'y opposa. Quoi dit-il tu auras le courage de m'abandonner? Si tu me quittes au milieu des ennuis et des souffrances de la vieillesse, que pensera le pays de ta piété filiale? D'ailleurs la France n'est plus qu'une arène sanglante où les partis se dévorent tour à tour. Ces graves paroles glacèrent sa belliqueuse ardeur. Quelque temps après ce bon vieillard mourut.

Au passage du Pont de Lodi, le général d'Italie aperçoit un soldat dont les yeux le suivent avec une sorte d'anxiété; Napoléon croit reconnaître le garde national d'Ajaccio. Mais la chaleur et les combinaisons de la bataille ne lui permettent pas de s'arrêter davantage. Cependant l'impression avait été trop forte pour qu'il perdît de vue le soldat dont la mâle figure l'avait frappé en passant au milieu des bataillons en marche. Après la défaite de l'ennemi, un fantassin s'avance d'un pas assuré vers le général de vingt-sept ans, au travers des officiers de son état-major. Ah! c'est toi, dit alors le vainqueur de Wurms et d'Alvinzy; — me voilà général. — Tu as tenu parole, et bien je vais prouver mon tour au milicien d'Ajaccio, que je n'ai pas oublié sa belle conduite dans la journée de Pâques, et le nomma sur le champ Officier.

*invidia medicorum pessima.* D'ailleurs la cupidité et la jalousie sont des éternels immortels comme les passions qui les engendrent et les pharmaciens et les chimistes doivent bien se garder d'inventer un nouvel agent médical, quand même il guérirait le choléra, car il leur est défendu de l'annoncer, en voulant en garder la propriété, sous peine d'amende et de prison. La même législation s'applique aux médecins : ce n'est point assez d'avoir un diplôme, s'ils vous annoncent une nouvelle doctrine; malheur à eux si elle choque les croyances et les préjugés de leurs confrères; ils seront taxés de charlatanisme, car c'est ainsi que procèdent les membres des académies : nul n'a d'esprit qu'eux et leurs amis. C'est en vain que le public accueillerait un nouveau remède, dont les effets lui seraient démontrés par des observations nombreuses; s'il guérit trop vite, il ruine alors la corporation des apothicaires, et comme ils ont le droit de se porter partie civile contre tout individu qui leur porte préjudice, ils feront condamner le médecin qui en sera l'inventeur parceque ce remède n'est pas inscrit au codex de 1748 ou de 1816.

Ces considérations générales qui nous ont été soumises par un médecin de la faculté de Paris et partisan de la méthode de M. Girardeau de Saint-Gervais, ont été inspirées par la lecture de l'article biographique qui vient d'être consacré à M. Girardeau de Saint-Gervais, l'un des médecins

le plus généralement connus et qui depuis dix ans a l'honneur de l'être préconisé par les feuilles périodiques et assez maltraité par ses confrères et les gazettes médicales. Sa méthode de traitement est cependant connue et appréciée dans toutes les parties du monde, et il est bon à ce sujet de lire dans la *biographie des hommes du jour* la notice qui le concerne, car la devise des rédacteurs est *justice, vérité, impartialité*, et MM. Sarrut et Saint-Edme ont rempli leurs promesses.

M. Girardeau de Saint-Gervais a pris le siècle au mot, disent-ils, et impatient d'une clientèle toujours douteuse et si souvent injuste, il a introduit dans l'exercice de la médecine la publicité de l'annonce et de l'affiche, la puissance de la réclame dans tous les journaux du monde.

Y a-t-il dans une telle conduite philosophie ou charlatanisme, mépris pour les hommes et les choses ou amour de l'or sans un sentiment pour la science? M. Girardeau de Saint-Gervais pour est-il homme de savoir, qui pour arriver au but de populariser un fait médical dont il a la confiance, croit tous les moyens bons; ou bien faut-il le ranger dans la classe de ces empiriques qui ont pris pour devise : *si ager vult decipi, decipiat*. Est-il un disciple de ces *agyrtæ*, de ces *septasariæ*, que Martial a si souvent flagellés de sa mordante épigramme, ou bien tout simplement un émule exagéré de Portal?

Laissons parler les faits, le public les appréciera :

Jean Girardeau est né à Saint-Gervais (Vienne), le 14 brumaire an 12 (5 novembre 1803) d'une des familles les plus riches de cette localité. Il fit ses premières études aux collèges de Châtellerauld et de Poitiers et se distingua, dès son enfance, par des brillants succès, il obtint les premiers prix dans les diverses classes.

En 1819, M. Girardeau commença son cours de droit sous MM. Metivier et Allard.

Bientôt sa vraie vocation se prononça; il vint à Paris étudier la médecine : il fut reçu docteur le 1<sup>er</sup> février 1825, après avoir été successivement chirurgien interne de l'Hôtel-Dieu de Poitiers, élève de l'école pratique et des hôpitaux civils de Paris.

Dès son début dans la carrière médicale, n'étant encore qu'élève, M. Girardeau avait été frappé des graves inconvénients qu'entraîne après lui l'emploi du mercure dans les affections siphilitiques; dès lors il se livra à des études sérieuses, et réfléchies sur cette matière, et prit pour objet de sa thèse inaugurale : *de la guérison des affections siphilitiques sans l'emploi du mercure*. Il voulut approfondir la question et ses recherches de circonstance décidèrent de la direction qu'il donna plus tard à ses travaux scientifiques.

La thèse de M. Girardeau fut loin d'être favorablement accueillie; elle fut cependant remarquable sous plus d'un rapport, et, quoique le premier essai d'un jeune homme, elle annonça

dans son auteur un esprit observateur et positif; aussi les partisans des méthodes routinières découvrirent-ils facilement dans le jeune néophyte, réformateur *ab ovo*, la prétention de changer les théories anciennes et de leur substituer une thérapeutique nouvelle.

Le zèle que l'on mit à vouloir étouffer la doctrine végétale non orthodoxe ne servit qu'à la faire connaître d'avantage et à donner quelque célébrité au jeune docteur : ses brochures furent traduites dans toutes les langues de l'Europe.

Le secrétaire de l'Académie royale de médecine intervint et exprima son opinion par la lettre suivante.

### ACADEMIE ROYALE DE MÉDECINE.

Paris ce 9 décembre 1827.

Monsieur et très honoré confrère.

Je vous rends mille grâces pour la communication que vous m'avez bien voulu faire. Votre mémoire sur le traitement des maladies siphilitiques m'a paru fort judicieux. Il est visible que le mal a changé de nature ou plutôt les organisations ont changé; et il est devenu nécessaire de substituer à l'ancien traitement une méthode mieux appropriée à l'état actuel des choses. Quelles que soient du reste les spéculations que l'on peut faire sur ces mutations si difficiles à comprendre, il suffit qu'elles soient démontrées

par l'expérience, et je crois fermement à ce que vous me dites de la vôtre. On juge comme vous en Angleterre, et tel est mon estime pour le bon sens de ce pays, que vous seriez justifié à mes yeux par cette seule conformité de vue. J'ai été quinze jours fort indisposé; voilà la cause d'un retard que je vous prie de me pardonner. Soyez bien persuadé, monsieur, que personne n'honore plus que moi votre caractère et vos talents.

Agréez, etc.

### PARISSET.

Secrétaire perpétuel de l'Académie royale de médecine.

Malgré ce témoignage honorable, ses ennemis ne se tinrent pas pour battus; ils portèrent plainte au procureur du roi, dénoncèrent M. Girardeau comme vendant, sous le nom de *Sucs végétaux* des poisons dangereux.

La cour royale fut saisie de la plainte et ordonna une enquête judiciaire. MM. Pelletier, professeur à l'école de pharmacie, Chevalier pharmacien, et Orfila professeur à l'école de médecine furent nommés experts examinateurs. Ils se livrèrent à de minutieuses analyses et conclurent : 1<sup>o</sup> que ces préparations ne contiennent aucune substance mercurielle ni aucune substance vénéneuse; 2<sup>o</sup> que les médicaments sont réellement composés des sucs végétaux indiqués par le médecin; 3<sup>o</sup> qu'il est impossible de ne pas les considérer comme des sudorifiques propres à

faire disparaître plusieurs symptômes siphilitiques et même à guérir certaines affections de la même nature....

En 1831, M. Girardeau fit paraître une brochure sur le Coléra Morbus. Le mal voyageur n'avait pas encore envahi la France. M. Girardeau en annonça l'arrivée dans son opuscule, qui est tout entier écrit avec verve et patriotisme.

En 1832, M. Girardeau visita l'Angleterre. En 1833, il fit une excursion en Orient, dont il a publié la relation sous ce titre : *L'Italie, la Sicile, Malte, la Grèce et la Turquie ou souvenirs de voyages historiques et anecdotiques*. Cet ouvrage, écrit avec facilité, contient plusieurs détails remplis d'intérêt sur la topographie physique et morale des pays visités par l'auteur. Il est en outre enrichi de nombreuses planches et de portraits.

Depuis son retour d'Orient, M. Girardeau a donné de l'extension à ses relations industrielles, en devenant le principal actionnaire commanditaire d'un grand nombre d'entreprises commerciales, à la direction desquelles il apporte son caractère actif et intelligent.

Nous terminerons par cette seule phrase : M. Girardeau résume en lui notre siècle essentiellement industriel.

(Extrait de la *biographie des hommes du jour*, par MM. Germain Sarrut et B. de Saint-Edme. Chez Krabbe, libraire, rue de Seine, 48 à Paris.)



## REVUE FRANÇAISE

### ET ÉTRANGÈRE

#### OBJET SPÉCIAL ET PLAN DE LA REVUE.

Elle offrira un tableau complet du mouvement de la littérature en Europe, signalera à l'attention toutes les publications françaises et étrangères qui auront quelque valeur, résumera leur contenu, dira à quelle école elles se rattachent; en appréciera, en un mot, la valeur à la fois sociale et littéraire. Philosophie, histoire, sciences sociales et politiques, doctrines religieuses, législation, poésie, romans, beaux-arts, sciences physiques et naturelles, archéologie, systèmes d'enseignement, tels sont les objets qu'elle embrasse.

La Revue se divisera en deux parties: l'une consacrée aux ouvrages français, l'autre aux ouvrages étrangers; elle contiendra trois sortes d'articles: 1° Articles généraux sur l'état des différentes branches de la science ou de l'art chez les différentes nations du monde civilisé; 2° articles développés sur les auteurs ou les ouvrages les plus remarquables de l'époque; 3° analyses raisonnées, mais courtes, des œuvres d'un ordre secondaire. Un bulletin bibliographique étendu complètera les renseignements, de telle sorte que le lecteur ignore la publication d'aucune œuvre nouvelle qui pourra l'intéresser.

#### TABLE DU PREMIER NUMÉRO.

- |   |  |
|---|--|
| I. Introduction.  | VIII. <i>Regenbogenstrahlen</i> (les rayons de l'arc-en-ciel): <i>Tag und Nacht</i> (Jour et Nuit), contes, par M. Spindler. |
| II. Du Romantisme et des Romanciers modernes, M. Victor Hugo.   | IX. <i>Zur Philosophie der Geschichte</i> (de la Philosophie de l'Histoire), par Karl Guttenkow.                             |
| III. Formule générale de l'Histoire de tous les peuples, appliquée à l'Histoire du peuple romain, par M. Ballanche. | X. De la Philosophie de l'Histoire, par Schlegel.  |
| IV. De la Philosophie Ecossaise, par M. Jouffroy.   | XI. Histoire de la Poésie nationale des Allemands, par le docteur Gervinus.  |
| V. Beaux-Arts. — Aperçus généraux.  | Revue-sommaire.  |
| VI. Histoire de sainte Elisabeth de Hongrie, duchesse de Thuringe, par M. Montalembert.                             | Théâtre. — <i>La Camaraderie</i> , par M. Scribe.  |
| VII. <i>El Espíritu del Siglo</i> (l'Esprit du Siècle) par M. Martinez de la Rosa.                                  | Bulletin.  |

#### PRIX D'ABONNEMENT:

Un an 40 fr. Six mois 21. Trois mois 11. Le numéro séparé 4 fr. En sus par trimestre pour les départements 1 fr. 50 c.; pour l'étranger, 3 fr.

#### ON S'ABONNE À PARIS

AU BUREAU  
Rue des Grands-Augustins, n. 28.

(Sous presse pour paraître dans le courant du mois de mai prochain.)

## IL VOTO DI PIETRO CIRNEO

E

## GLI AMANTI DI NIOLO.

#### CONTES HISTORIQUES.

Les auteurs de ces contes, écrits en langue italienne, ont si bien saisi et décrit le caractère et les mœurs des habitants de la Corse, que nous croyons utile, dans un intérêt bien entendu des progrès du pays, d'en recommander la lecture.

Le prix de l'ouvrage est de 1 fr. 50 c. pour le département, et 1 fr. 75 c. pour la France continentale, franc de port.

On reçoit les signatures à Bastia chez les Frères FABIANI; à Corte chez T. PARODI nég.; à Ajaccio chez Marchi, imprimeur; à Calvi chez RENUCOLI, professeur au collège.

En vente, rue N. St-Marc, N° 6 à Paris. Prix: 9 fr.; franc, 11 fr. 50 c.

## DICTIONNAIRE DE CUISINE

#### ET D'ECONOMIE MÉNAGÈRE.

Contenant les divers procédés employés dans la haute, moyenne et petite cuisine. — Les menus des repas. — La manière de dresser les plats et de disposer les différents services. — L'art de découper. Les meilleurs moyens à employer pour la conservation des aliments de toute nature. — Des observations hygiéniques sur la nature des aliments et sur ce qui regarde leur préparation. — Les soins à donner à la cave, etc., avec des figures insérées dans le texte, et de très belles planches.

PAR M. BURNET, EX-OFFICIER DE BOCHE.

#### PAR BREVET D'INVENTION.

## PATE DE REGNAULD AÎNÉ.

AUTORISÉE PAR BREVET ET ORDONNANCE DU ROI.

Pour la guérison des Rhumes, Catarrhes, Toux, Coqueluches, Asthmes, Enrouements, et des maladies de Poitrine les plus invétérées. (Voir l'instruction qui accompagne chaque boîte.) Dépôts chez MM. Serpentin M<sup>d</sup> aux Terrasses à Bastia; Arena nég. à Ajaccio.

LA CRÉOSOTE BILLARD, contre les

### MAUX DE DENTS.

Enlève à l'instant la douleur la plus vive, et guérit la carie des dents gâtées; le flacon (qui est accompagné d'une instruction.) Pharmaciens dépositaires. Sampolo, à Ajaccio: Louis Gregory, à Bastia.

#### PLACEMENT DE FONDS AVANTAGEUX

##### A VENDRE À PARIS.

Un fonds de Boulangerie bien achalandé dans un quartier populaire. Deux fours sont en pleine activité. Bail de 18 ans.

Un fonds de Boulangerie au centre de Paris, bien achalandé, avec four neuf et travail facile au rez-de-chaussée. La maison appartient au propriétaire du fonds. Il fera un bail long à la volonté du preneur, et ne vend que parce qu'il veut jouir de sa fortune.

S'adresser franco pour traiter et avoir les renseignements à M. Julien Gardet, gérant des *Grandes Affiches de France*, rue des Prouvaires, n. 10.

A VENDRE, bon FONDS de café estaminet bien situé et bien servi. Il y a deux billards, table d'hôte pour quinze à dix-huit personnes. Le propriétaire de l'établissement désire vendre par raison de santé.

S'adresser pour les conditions et les renseignements au gérant des *Grandes Affiches de France*, rue des Prouvaires, n. 10, à Paris.

A transférer la gérance d'un Journal non politique en pleine marche de succès, fondé en société en commandite et par actions. Les bureaux de l'administration et l'imprimerie sont réunis dans le même local. Le cédant conservera un fort intérêt dans l'entreprise, au gré de son acquéreur. — S'adresser à l'administrateur gérant des *Grandes Affiches de France*, à Paris.

#### AVIS.

Le Public est prévenu qu'il sera procédé, le 25 du courant dans le bureau de la marine à Calvi, à la vente aux enchères publiques des voiles, cables et autres agrès provenant du sauvetage du navire le *S-Etienne*, Capitaine Lombard de Marseille.

#### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 12 au 19 Avril 1837.

##### ARRIVÉES.

TOULON, Paquebot à vapeur *Achéron*, cap. Bertrand, Lieut. de vaisseau.  
BONIFACIO, Gondole *Conception*, c. Battestini.  
PORTO-VECCHIO, Gondole, *St-Joseph*, cap. Lorenzi.  
PROPRIANO, Mistick *Miséricorde*, c. Giudicelli.  
LIVOURNE, Bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota.  
PORTO-TORRE, Tartane *Espérance*, cap. Benedittini.  
TOULON, Bateau à vapeur *Liamone*, cap. Cuneo.  
LIVOURNE, Bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota.

##### DÉPARTS.

TOULON, Bateau à vapeur *Liamone*, c. Cuneo.  
LIVOURNE, Bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota.  
PRONETE, Gondole *Conception*, cap. Carastini.  
PALUDELLA, Mistick *Conception*, cap. Maria.  
LIVOURNE, Mistick *St-Luc*, cap. Canavaglia.  
LIVOURNE, mistick *Conception*, cap. Zuani.  
S-PELLEGRINO, Tartane *Annonciation*, cap. Semidei.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'imprimerie de C. Fabiani.

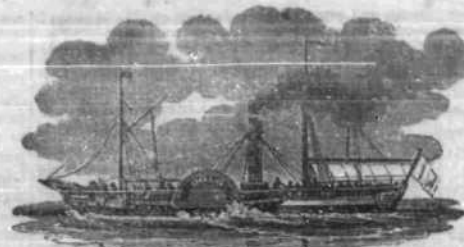
MERCREDI 26 AVRIL 1837.

#### ON S'ABONNE À BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

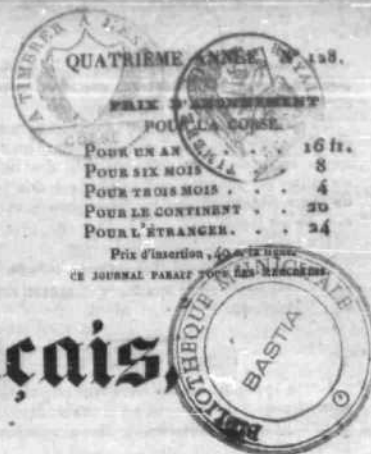
A PARIS

A l'Office central de L'ÉPÉE, 117, rue de la Harpe, au 2<sup>e</sup> étage, vis-à-vis la Bibliothèque de la Ville.  
A la Librairie correspondante de M. JOURDAN, 117, rue de la Harpe, au 2<sup>e</sup> étage, vis-à-vis la Bibliothèque de la Ville.  
A la Librairie commerciale de M. JOURDAN, 117, rue de la Harpe, au 2<sup>e</sup> étage, vis-à-vis la Bibliothèque de la Ville.  
A la Librairie commerciale de M. JOURDAN, 117, rue de la Harpe, au 2<sup>e</sup> étage, vis-à-vis la Bibliothèque de la Ville.



# L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.



#### CORSE.

On se rappelle que lors de la discussion de la loi sur le classement des routes royales de la Corse, nous avons fait un grief à l'administration de M. le Préfet, de n'avoir pas rempli en temps utile les formalités nécessaires pour faire comprendre parmi ces routes royales, celle de la côte orientale. Il nous a été aisé de démontrer que cette route qui doit traverser les belles plaines de la Casinca, d'Aleria et de Fiumorbo, était considérée par tous les bons esprits, comme la plus importante aux progrès de notre agriculture.

Cet oubli, ou plutôt cette faute de l'administration, nous parut d'autant plus condamnable que l'ouverture de cette nouvelle communication, incontestablement la plus utile, était en même temps d'une plus facile exécution. Il ne s'agissait que de parcourir une étendue de territoire presque entièrement composée de plaines, tandis que les autres routes projetées, devaient nécessairement passer par des terrains rocailloux et entrecoupés de ravins profonds. Ne pouvant autrement expliquer cette omission, nous n'hésitâmes pas à la rejeter sur cet esprit aveugle de localité qui n'a que trop souvent influencé nos administrateurs.

Remarquons ici la puissance de la presse ou plutôt de la vérité. L'opinion d'un petit journal, obscur, inaperçu comme *L'Insulaire*, si dédaigneusement traité par M. le Préfet, ne tarda pas à être partagée par notre députation, par la direction des ponts et chaussées, par les Ministres, par la Chambre, enfin par M. le Préfet lui-même. M. Jourdan va répéter comme nous, comme tout le monde que l'avenir de la Corse réside dans l'exploitation de ces belles plaines, jusqu'ici si négligées, de la côte orientale. Comment le savez-vous, nous dira-t-on. — Voici nos preuves. Il résulte du journal de la préfecture du 15 de ce mois que M. Honoré Jourdan, s'est rendu acquéreur d'un vaste terrain inculte situé dans les cantons d'Aleria et de Fiumorbo. Or, bien que nous ayons quelquefois critiqué notre Préfet, d'avoir mal compris les affaires du département, comme nous ne l'avons jamais accusé de ne pas entendre ses propres affaires, nous nous croyons fondés à en tirer la conséquence, que les travaux en question ne seront pas les derniers à être exécutés; qu'il n'en sera point de ce projet, comme de celui du prolongement de la route royale à côté de la ville de

Bastia, lequel a déjà fait, Dieu sait combien de voyages ouïre mer, sans compter les allées et venues de Bastia à Ajaccio, a subi deux enquêtes administratives et vient d'être renvoyé, malgré les bienveillantes dispositions de M. le directeur général des ponts et chaussées.

Mais bien loin de blâmer M. le Préfet pour cette acquisition, nous nous en réjouissons sincèrement. C'est la meilleure réponse qu'il pouvait faire aux détracteurs du pays, lesquels ont malheureusement trop souvent réussi à persuader aux capitalistes du continent qu'ils ne rencontreraient pas une sécurité parfaite en Corse, en y formant des établissements agricoles. Il a en cela suivi l'exemple d'un illustre maréchal, et selon nous, les plus heureuses conséquences en doivent résulter pour le trésor et en même temps pour le pays. En effet, si les capitalistes qui se sont présentés pour exploiter nos forêts eussent eu la preuve qu'ils n'avaient rien à craindre de la part des habitants, dans leurs entreprises, n'auraient-ils pas rougi en offrant de payer deux francs la pièce nos énormes pins larix? Pour nous il demeure démontré que si M. le Préfet eût connu ces Messieurs, rien qu'en leur montrant son acte d'acquisition, il les aurait pleinement rassurés et, fussent-ils juifs, ils auraient fini par donner au moins le double pour ces arbres qui atteignent la hauteur de 130 pieds! D'un autre côté, l'exemple de M. Jourdan va faire acquiescer une plus grande valeur aux terrains d'Aleria et de Fiumorbo, car on s'apercevra bien qu'il y a là un bon placement de fonds. Marécageux, ces terrains sont incultes et inhabitables, ils demeurent improductifs et se vendent bon marché; mais dès qu'ils seront traversés par une route royale, dès que des travaux de dessèchements en auront fait écouler les eaux stagnantes, ils redeviendront, comme autrefois, des terres d'un excellent rapport et se vendront fort chères.

Tels sont les résultats que la publicité de l'acte d'acquisition faite par M. le Préfet, nous paraît devoir produire. Nous le félicitons d'avoir si bien placé son argent.

La session des assises qui s'ouvrira le 8 Mai sera beaucoup plus courte que les précédentes. Le Jury ne sera appelé à se prononcer que sur quinze affaires. Si l'on en excepte une prévention d'assassinat et une accusation de complicité dans un crime de cette nature, toutes les autres sont

bien loin de présenter des caractères de gravité. Ce n'est pas que les offenses contre les personnes et les attentats contre la propriété ne comportent aussi l'appareil sévère de la juridiction criminelle; mais du moins le tableau des procès qui lui sont déferés n'est plus comme autrefois, une liste funèbre de meurtres consommés. Quelle meilleure preuve peut-on désirer de la moralisation du pays! Il ne faut cependant pas que le ressort de la pénalité se relâche. Les jurés doivent continuer à sévir contre les coupables avec l'indépendance et la fermeté qui les ont placés si haut dans l'estime de la Corse entière, sans jamais oublier, que cette belle institution est le dépôt le plus précieux que l'on puisse confier à la garde de leur patriotisme. Le 24 Mai est l'époque déterminée pour la clôture de la session. S'il convenait de ne pas mettre le zèle des jurés à une trop rude épreuve, en abrégant sa durée, ne fallait-il pas reconnaître aussi que la clémence avant le jugement de toutes les affaires en état, c'était aller directement contre le but de la loi? L'art. 260 C. de Procéd. Crim. le défendait formellement. Aussi nous n'avons pas lu sans quelque surprise au bas de l'état signé par le Président de la Cour des assises, l'ordonnance suivante:

« Fait et arrêté le présent état, par nous Président des Assises, sans qu'il puisse être fixé ultérieurement aucune autre affaire au delà du nombre porté ci-dessus. »

M. le Lieutenant général Tibource Sebastiani, appelé au Commandement de la 8<sup>e</sup> Division Militaire s'est embarqué samedi 22 de ce mois sur le bateau à vapeur *Achéron*.

L'honorable général laisse des traces heureuses du trop court commandement qu'il a exercé dans son pays natal. Il a fait tomber, comme par enchantement les armes homicides des mains de ses compatriotes. Comment y est-il parvenu? — Par des colonnes mobiles; et en procédant au désarmement à la tête de la force armée? — Il parcourait la Corse dans tous les sens accompagné d'un seul domestique. — En demandant des pouvoirs plus étendus, de nouvelles lois? — Eh non: il lui a suffi d'employer la persuasion par ses manières conciliantes envers les simples citoyens, sa médiation, son influence envers les principaux fonctionnaires publics, de réveiller leur zèle endormi, et, chose plus difficile, de les amener à s'entendre pour faire usage des lois existantes. Quant à lui il s'est borné à leur faire prêter main forte par la force publique et à maintenir dans celle-ci une rigoureuse discipline.

Le général Sebastiani nous paraît avoir aussi avantageusement résolu le problème si fort du goût de quelqu'un d'entre nos civilisateurs à gros appointements, savoir: si on peut confier à un homme du pays de hautes fonctions en Corse. On se disait tout bas: il va se laisser influencer par l'esprit de parti, il va se livrer à une coterie. La coterie n'a point paru et personne n'a révo-



que en doute son impartialité, et si quelqu'un pouvait élever des plaintes, certes on ne le rencontrerait pas parmi ses ennemis.

Le nombreux cortège qui le suivait au moment de son embarquement, et dans lequel on remarquait l'élite de notre population et des hommes de toutes les nuances politiques, est une preuve de l'assentiment général qu'il a obtenu dans l'exercice de ses fonctions.

Du reste voici son plus bel éloge.

Greffé du tribunal de l'arrondissement de Bastia.

1<sup>er</sup> Trimestre 1836 meurtres et tentatives 11  
1<sup>er</sup> Trimestre 1837 idem ndant

#### ORDRE DU JOUR.

En m'appelant au milieu d'une population loyale, brave, dévouée et au commandement de la 1<sup>re</sup> Division Militaire, le Roi a comblé mes vœux.

Ce n'est pas la première fois que j'arrive dans cette île, je la visitai simple soldat à la suite d'un grand Capitaine qui en fait l'éternelle gloire, lorsqu'il revint d'Égypte.

Après les campagnes pénibles d'Orient, mon émotion fut grande en revoyant cette terre française, mais elle ne fut pas au dessus de celle que j'éprouve aujourd'hui, en y revenant investi de la confiance du Roi.

Soldats, je prends le commandement de cette Division avec l'intention de maintenir la bonne impulsion donnée par mon prédécesseur à toutes les branches du service. Ma sollicitude pour vous bien être égalera la sienne, et je compterais toujours sur votre dévouement au pays, au Roi et sur votre constante soumission à la discipline.

Au quartier général à Bastia, le 20 Avril 1837.

Le lieutenant général Commandant la Division.

Signé : BARON DESMICHÈLES.

Des lettres de Paris donnent comme positif le changement de M. Comnier Ingénieur des ponts et chaussées en Corse et son remplacement par M. Fournel avantagieusement connu par la grande activité et la bonne direction qu'il a su imprimer aux travaux des routes stratégiques des départements de l'Ouest.

Ce choix prouve évidemment l'importance que le gouvernement attache à la prompt exécution de ses projets d'amélioration sur la Corse.

La Direction générale des ponts et chaussées vient de renvoyer de nouveau l'interminable projet relatif à la traversée de Bastia. — Si nous sommes bien informés, M. l'ingénieur en chef aurait à ce sujet présenté trois tracés différents, dont il n'aurait pesé ni les avantages ni les inconvénients; et il aurait commis l'inconcevable oubli de ne point donner son avis motivé sur celui qui lui aurait paru préférable, en laissant à l'administration générale le soin de choisir elle-même l'un de ces projets.

Nous aurions de la peine à croire à de semblables bevue, à peine pardonnables à un simple piqueur, si nous ne savions pas depuis longtemps que nous sommes voués aux Dieux Infernaux par un Comité Directeur siégeant au delà des monts dans un cabinet vert-blanc-noir, où le génie du mal s'agit dans tous les sens pour entraver, contrarier ou détourner la bienveillante sollicitude du gouvernement à notre égard. — Mais nous veillerons aux grains, et, Dieu merci nous saurons au besoin crier bien fort et de manière à faire parvenir nos plaintes le plus loin possible.

#### Assainissement de l'étang de Chiurlino.

Nous croyons devoir accélérer au désir d'un de nos abonnés en publiant sur cette importante question l'article suivant qu'il vient de nous communiquer. Nos colonnes s'ouvriront comme de

raison aux propriétaires de l'étang s'ils croyaient propos de nous adresser leur réclamation.

Depuis longues années, le rétablissement de trois canaux devant servir d'écoulement dans la mer aux eaux de l'étang de Chiurlino, était dans les vœux de tous les amis de l'humanité et de tous ceux qui s'intéressent à la prospérité matérielle de notre pays. C'est en effet un spectacle bien affligeant que celui de la population de quatre communes situées aux portes de la ville de Bastia, dans une des contrées les plus fertiles de l'île, population périodiquement décimée par l'action meurtrière des miasmes qui s'élèvent de l'étang. Ce spectacle, disons nous, est un de ceux devant lesquels on ne peut rester indifférent, sans compter les obstacles qui un tel état de choses oppose pour toujours aux progrès de l'agriculture. Ce n'est pas qu'à diverses époques, les populations en butte à ce fléau n'aient fait entendre de justes doléances. Ce n'est pas qu'elles se soient jamais lassées d'appeler l'attention de l'autorité administrative sur la profondeur du mal dont elles étaient atteintes; qu'elles n'aient représenté avec énergie que l'avenir, que l'existence de plus de 2000 individus ne pouvait sans une horrible injustice être sacrifiée à l'intérêt des propriétés de l'étang. Ces remontrances demeurèrent constamment sans effet par l'inertie de quelques uns de nos administrateurs, par le mauvais vouloir des autres. Ce n'est pas chose facile que d'obtenir la destruction des abus consacrés par une longue durée lorsque des influences puissantes travaillent à en perpétuer le maintien. Si la justice parvient alors à rentrer dans ses droits; si l'on réussit à les arracher du sol où on leur a laissé jeter de trop profondes racines, ce n'est le plus souvent qu'au prix de longs, de persévérants efforts. C'est là une vérité incontestable, enseignée par l'expérience de tous les temps.

Il faut être juste envers tout le monde. M. le Préfet Jourdan par son arrêté du 18 Janvier qui ordonne le rétablissement des trois canaux dans l'étang de Chiurlino, a fait tout à la fois un acte de justice et de fermeté qui fait honneur à la négligence de ses prédécesseurs. Il a par là bien mérité d'une population dont les droits avaient été jusqu'à présent indignement méconnus. Aussi son arrêté a-t-il été accueilli dans tout le canton de Borgo avec de vives démonstrations de joie et de gratitude. Mais je vois à ces mots les propriétaires de l'étang hausser dédaigneusement les épaules, je vois errer sur leurs lèvres un sourire de pitié. Habitants du canton de Borgo, vous avez toujours pensé dans la simplicité de votre esprit que la communication permanente des eaux de l'étang avec celles de la mer était pour vous une affaire dans laquelle se trouvaient engagés vos intérêts les plus précieux; que si elle venait à se réaliser, vous ne tarderiez pas à en ressentir des effets salutaires; que s'il est vrai que le dessèchement de l'étang puisse seul opérer l'assainissement total de vos plaines, le mal qui vous afflige perdrait au moins quelque chose de son intensité. Vous avez eu la bonhomie de croire tout cela eh bien détrompez-vous. Ne savez vous pas aveugles que vous êtes, que ce que vous regardez comme un véritable bienfait serait pour vous le plus grand châtiement que la Providence pût vous infliger dans sa colère; qu'au lieu de s'améliorer votre état sanitaire en deviendrait cent fois pire; qu'il ne vous resterait plus qu'à s'élever la poussière de vos souliers et à fuir en toute hâte un pays sur lequel vous auriez appelé par votre imprudence la désolation et la mort. Oui! cette thèse, le croiriez-vous, est soutenue prêchée à tout venant par MM. les propriétaires de l'étang. — D'où vient pourtant que leurs touchantes homélies ne trouvent que des cœurs froids et des esprits rebelles? d'où vient cela? C'est que le paradoxe mis au service de l'intérêt personnel fait rarement plier à son joug le bon sens public. D'ailleurs un arrêté du Conseil d'Etat prescrit l'ouverture de trois canaux comme une nécessité impérieuse, et cela d'après un examen fait sur les lieux par des Ingénieurs commis à

cet effet; le Comte Buttafoca ne devient concessionnaire de l'étang qu'à la charge pour lui de remplir rigoureusement cette condition; les communes de Borgo, Lucciana, Furiani et Biguglia n'ont jamais cessé d'en réclamer l'accomplissement, et vous avez l'étrange prétention de faire prévaloir votre opinion isolée sur celle des personnes de l'art, sur celle de tout un canton! L'ignorance et les ténébreux seraient donc à l'origine de tout le mal? vous seriez seuls accessibles à la lumière! si vous vous borniez à soutenir que la servitude imposée au comte Buttafoca ne peut peser sur vous, nous vous comprendrions, malgré les raisons évidentes qui prouvent le contraire; mais nous ne pouvons pas vous pardonner de débiter partout d'un ton sérieux que ce qui a été regardé de tout temps comme le moyen le plus propre à adoucir l'amertume d'une plaie toujours saignante, soit non seulement un remède impuissant, mais de nature à la rendre plus mortelle; car c'est là un véritable outrage à la raison. Voulez vous une preuve certaine de l'infirmité de l'opinion que vous vous efforcez d'accréditer? Allez consulter les vieillards de Borgo, Biguglia etc. ils vous diront qu'à l'époque où les eaux de l'étang s'écoulaient vers la mer; que le sable occupait la place de cette vase infecte d'où s'exhalent maintenant les miasmes qui empoisonnent l'atmosphère. Nous n'avons pas l'orgueil de posséder en fait de physique des notions aussi étendues que Messieurs de l'étang, mais le sens commun nous apprend que là où le sable est substitué à la fange l'infection de l'air doit nécessairement diminuer, c'est donc en vain que les propriétaires de l'étang se débattent sous le poids de l'évidence, qu'ils s'ingénient pour donner le change à l'opinion publique. Leur cause est irrévocablement perdue à son tribunal, comme elle l'a été pardevant le Préfet Jourdan; et le Conseil d'Etat dont la sollicitude éclairée pour les droits et le bien être des populations est trop notoire, ne voudra pas, quoiqu'ils en disent, consacrer une injustice, qui ne perd rien de ce caractère par cela seul qu'elle est ancienne.

La maison centrale de Nîmes renferme trois cents Corses environ. Ceux d'entre eux, qui ne succomberont pas aux maladies graves, auxquelles ils sont si souvent exposés, viendront avec des dispositions meilleures, reprendre au sein de la société la place que leur avaient fait perdre des passions violentes et les écarts d'une jeunesse orageuse. Leur retour soudain aux idées morales et religieuses, les distingue de leurs compagnons de captivité. C'est une justice, que les employés de cet établissement pour peines, aiment à leur rendre. Il n'en est point en effet, qui donnent autant de pages d'amendement moral. Leur conduite n'a rien de commun avec les mœurs de ces hommes incorrigibles pour qui les maisons centrales, sont l'école de tous les vices.

La différence dans la cause des crimes on amène de bien marquées dans les habitudes et les principes. La peine qui les frappe ne s'écrit point le cœur. Souvent même le mobile de l'action incriminée qui les conduit du banc d'une Cour d'Assises aux cellules d'une maison centrale, n'est autre qu'un sentiment d'honneur mal entendu ou trop exagéré. C'est ainsi qu'on explique la conduite régulière des uns; les penchants vicieux des autres. Cette comparaison ce n'est pas nous qui l'avons faite. Le directeur de l'établissement n'a que des éloges à donner à la plupart de nos malheureux compatriotes, dont la justice répressive a peuplé ces tristes demeures. Soumission entière à tout ce que le régime intérieur a de plus rigoureux; application au travail, désir sincère de faire oublier leurs fautes, et de mériter l'estime de leurs camarades; esprit d'ordre et d'économie, voilà comment ils cherchent à racheter leur crime. C'est par une résignation édifiante aux arrêts de la justice, et la pratique des rites devoirs qui leur sont imposés, qu'ils se rendent dignes de la remise ou de la commutation des peines. Cette communauté de travaux et de mal-

heurs, finit par établir entre eux, les plus étroites liaisons. C'est dans les maladies ou à l'époque de l'expiration de la peine, que ce sentiment de confraternité éclate d'une manière touchante, et par des traits d'un généreux dévouement. Un détenu tombe-t-il malade? les offrandes de ses compatriotes vont le chercher soudain dans l'infirmerie. Tous voudraient veiller à côté de son chevet. C'est à qui pourra lui prodiguer les marques du plus vif intérêt. Le terme de sa captivité est aussi l'époque des témoignages d'une franche sympathie. Si le pécule des prisons ne suffit pas aux frais du voyage, ses compatriotes viennent à son secours à l'aide de cotisations volontaires. On assure même que plusieurs d'entr'eux, doivent leur délivrance à des actes d'une noble libéralité. On saurait à la cour d'Assises ne manquer jamais de pourvoir aux intérêts du trésor et que pour sûreté du paiement des frais on hypothèque en quelque sorte la personne des détenus. Eh! bien, ces malheureux ont voulu corriger par un bienfait louable ce que la loi sur la contrainte par corps a de trop dur. Aussi pourrait-on citer des exemples récents de cette espèce d'assurance mutuelle en faveur de la liberté des délinquants.

Un jeune homme du canton de Fiumorbo était menacé de toutes les rigueurs du fisc. Quatre cents francs étaient nécessaires pour sa rançon. Mais où les prendre? Quelle est la main bienfaisante qui le rendra à la liberté? Le plus influent des détenus Corses fait circuler une liste, son nom y figure pour 10 fr. Cet appel au dévouement de ses compatriotes est entendu. De toute part on veut concourir à la souscription; au bout de deux jours la somme nécessaire est ramassée, et le jeune libéré voit enfin les portes des cachots s'ouvrir devant lui, grâce à la généreuse pitié de ses compatriotes.

Nous pourrions rapporter d'autres traits non moins dignes de louange. Mais nous les supprimons pour ne pas donner trop d'étendue à cet article.

Les élèves corses du collège royal de Marseille se font remarquer par leur progrès. MM. Andreani de Corte et Pirras de Bonifacio ont obtenu les prix d'excellence de leurs classes respectives, et M. Pietrasanta le 1<sup>er</sup> accessit.

— On lit dans le *Moniteur* :

M. le ministre de l'instruction publique est dans l'intention de déléguer en Corse M. P. H. F. de Bourgoing, orientaliste, ci-devant élève de légation et attaché à la bibliothèque du roi, pour recueillir tous les documents inédits relatifs à l'histoire de cette île et aux anciennes relations commerciales de ses habitants avec le Levant, la France, l'Espagne et l'Italie.

#### PARIS.

— A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 1837, les sous-officiers et soldats amputés par suite de leurs blessures, et qui auront été nommés membres de la Légion d'honneur postérieurement à l'ordonnance du 19 Juillet 1814, et depuis leur admission à la retraite, auront droit au traitement de la légion. Ce traitement sera prélevé sur les fonds qui deviendront libres par l'effet des extinctions.

— La troisième lecture du bill de réforme des corporations municipales d'Irlande a été adoptée dans la majorité de la chambre des Communes du 11, à la majorité de 302 voix contre 247. On s'attendait à une majorité plus considérable; mais les journaux whigs assurent qu'il manquait à la séance trente membres du parti libéral, dont ils donnent la liste; tandis que le parti contraire était au grand complet dans la Chambre. Au reste, il est peut-être sans exemple qu'un bill ait été rejeté à la troisième lecture.

(Journal des Débats.)

— On lit dans le *Courrier de Lyon* du 12 avril : Des bruits alarmants circulent depuis quelques jours dans notre ville sur un prétendu mouvement qui se machinerait en ce moment, et au-

rait pour prétexter la mise d'une partie de la classe ouvrière. Nous croyons ces rumeurs sans fondement jusqu'ici, et nous nous serions abstenus d'en parler si une feuille de cette ville ne nous avait dérangés à cet égard, en accompagnant la mention de ces bruits, d'insinuations calomnieuses contre le gouvernement.

— On écrit de Constantinople :

Le directeur des pharmacies impériales a été dénoncé pour avoir eu le projet d'empoisonner S. H. à la première occasion qu'elle se trouverait indisposée et aurait besoin de prendre médecine. Le Sultan feignit d'être indisposé et fit appeler son médecin; celui-ci vint, accompagné du directeur et prescrivit une potion au malade. Le directeur avait pour fonction d'offrir la boisson fatale à S. H.; au moment de la présenter il reçut l'ordre de la prendre; mais, sur le refus de ce dernier, on l'enferma dans un sac, et on le jeta dans le Bosphore. On fit l'examen du breuvage, et l'on fut convaincu qu'il était empoisonné. Depuis cet événement, la direction des pharmacies a été confiée au séraskier, et la pharmacie de la maison impériale a été reléguée à Galata-Seraï.

#### LA PRINCESSE HÉLÈNE

DE MECKLEMBOURG.

Le Prince Paul Grand duc de Mecklembourg, frère consanguin de la princesse Hélène est né en 1800 du premier mariage de Frédéric-Louis, fils d'Adrien grand-duc, avec S. A. I. Hélène Paulowna, fille du czar Paul 1<sup>er</sup>, Empereur de Russie. D'un second mariage du prince Frédéric avec la fille du grand-duc de Saxe-Weimar, est née le 24 janvier 1814, la princesse Hélène-Louise-Elisabeth de Mecklembourg.

La famille de Mecklembourg est, avec la famille capétienne, la plus ancienne maison régnante de l'Europe actuelle. Elle est la seule maison souveraine d'origine slave qui existe encore. Elle a été royale avant d'être princière, indépendante avant de l'être avant de redevenir indépendante au sein de la Confédération germanique. Ses princes régnant ont longtemps porté de titre de ducs; depuis 1815, ils ont pris celui de grands-ducs.

Voici des chiffres qui établiront mieux, la véritable situation de la famille Grand-ducale de Mecklembourg au milieu des maisons régnantes de l'Europe :

De Mecklembourg jusqu'à nos jours, cette famille compte vingt-huit générations; Elle a contracté des alliances dans dix-neuf États souverains;

Elle s'est alliée à vingt-trois familles souveraines dont quinze le sont encore;

Elle a reçu le sang de vingt maisons régnantes par suite de princesses. (La Russie lui a donné une nièce de Pierre-le-Grand et une fille de Paul 1<sup>er</sup>, la Suède une fille de Gustave-Wasa, le Danemark une petite nièce de Canut-le-Grand, roi d'Angleterre, la Prusse cinq princesses, parmi lesquelles Alexandrine, femme du grand-duc régnant);

Elle a mêlé son sang à celui de neuf maisons souveraines étrangères, qui ont épousé quatorze princesses de Mecklembourg;

Elle a donné à la Russie une régente, Anne, mère du czar Ivan; à l'Angleterre, Charlotte, épouse du roi George III; au Danemark, Louise, épouse du roi Frédéric IV; à la Pologne, Lintgarde, épouse du roi Przemislas II; à la Prusse, Sophie-Louise, épouse du roi Frédéric 1<sup>er</sup>, et la belle et malheureuse Louise, la célèbre épouse de Frédéric-Guillaume III, roi régnant;

Elle a donné un roi à la Suède, Albert, en concurrence avec la célèbre Marguerite, la Semiramis du Nord, auteur du traité de Colmar, morte en 1412;

Enfin ayant reçu par alliance onze filles ou sœurs de Rois, elle a donné sept Reines ou régentes à la Russie, à l'Angleterre, au Danemark, à la Pologne et à la Prusse, et elle est à la veille

de donner une duchesse d'Orléans à la France.

La Princesse Hélène est, comme nous l'avons déjà dit, sœur consanguine du prince Paul, grand-duc régnant de Mecklembourg-Schwerin.

Or, voici les rapports de proche parenté qui lient le grand-duc Paul avec les principales maisons régnantes de l'Europe. Ce dernier rapprochement, auquel je n'attache, pour mon compte, qu'un intérêt de curiosité historique, aura peut-être une autre sorte d'intérêt pour ceux de nos lecteurs qui ont goûté aux grandes alliances, et il répondra sans doute aux insinuations malveillantes des puristes de la légitimité.

Le prince Paul de Mecklembourg est gendre du Roi de Prusse actuel;

Il est neveu de Guillaume, Roi de Hollande, qui a épousé la princesse Wilhelmine, sœur du Roi de Prusse;

Il est beau-frère de l'Empereur de Russie Nicolas, qui a épousé Charlotte, fille de Frédéric-Guillaume III;

Il est son neveu par sa mère, fille de Paul 1<sup>er</sup>;

Il est également neveu de Guillaume, prince d'Orange, prince héréditaire des Pays-Bas, qui a épousé Anne, sœur de l'Empereur Nicolas;

Il est aussi neveu de l'archiduc Antoine, palatin de Hongrie, oncle de l'empereur d'Autriche actuel, qui a épousé Alexandra, sœur de la grande-duchesse Anne;

Enfin, il est neveu du grand-duc Charles-Frédéric de Saxe-Weimar, qui a épousé Marie, sœur des précédentes.

Telle est la parenté du grand-duc régnant de Mecklembourg-Schwerin. Quand à son autorité politique, voici sur quelles bases elle est établie. Le grand-duc partage avec des États qui sont communs aux deux grands-duchés, le droit de faire les lois et de régler les impôts. Les revenus de l'État s'élèvent à 4 millions 800,000 francs, et la dette publique est de 18 millions. Les ducs de Mecklembourg avaient cinq voix au Collège des Princes, à la Diète de l'Empire. Ils sont aujourd'hui membres de la Confédération germanique, dans laquelle ils occupent, avec le Mecklembourg-Strelitz, le quatorzième rang; ils ont deux voix dans les assemblées générales, et une seule dans les réunions particulières de la Diète. Ils doivent fournir un contingent de 3,580 hommes. Le grand-duc de Schwerin passe pour être un des souverains les plus riches de l'Europe; nous avons vu, en effet, que près de la moitié du sol de son pays lui appartient comme domaine particulier de sa famille. Les armes de sa maison sont magnifiques; l'écu est timbré d'une couronne royale, sans doute en souvenir de la royauté de Witzen et de Meicislas.

Voici le portrait que le *Temps* trace de la Princesse Hélène :

« La princesse Hélène, aujourd'hui âgée de vingt-trois ans, est aussi gracieuse que spirituelle; ce qui, en France, ajoute infiniment au mérite du blason que nous décrivons tout à l'heure. (Nous avons épargné cette description à nos lecteurs.) Une taille élevée et bien prise, comme il convient à une reine, une chevelure d'un blond cendré, héréditaire dans une ancienne famille d'Allemagne, une éducation si parfaite qu'on la pourrait prendre pour une des nobles filles de la maison d'Orléans : voilà quelques uns des avantages qu'on vante dans la jeune princesse. Elle demeure à Ludwigs-lust (Ludwigsburg), fille de sa belle-mère Auguste-Frédérique, fille du landgrave de Hesse-Hambourg, et troisième femme de Frédéric-Louis, père de la princesse Hélène. Elle est, dit-on, musicienne parfaite, touche du piano à merveille, et compose agréablement. La peinture occupe aussi quelques uns de ses loisirs. Outre l'allemand, sa langue maternelle, elle parle l'anglais, l'italien et le français avec facilité. Elle professe la religion luthérienne. Mais, contre l'usage qui veut que, dans les mariages entre protestants et catholiques, les filles suivent la religion de leur mère et les garçons celle de leur père, tous les enfants du



duc d'Orléans et de la princesse Hélène seraient élevés dans la foi catholique.

#### HYGIÈNE-GRIPPE.

La maladie épidémique qui règne en France nous fait un devoir d'éclairer nos lecteurs sur le mérite réel des pectoraux annoncés chaque jour, et pour cela nous ne pouvons mieux faire que de transcrire textuellement l'opinion émise par l'un de nos meilleurs journaux de médecine sur les propriétés de la PATE DE REGNAULD AINÉ, (1) qui à Londres et à Paris est ordonnée avec un grand succès pour prévenir et guérir l'INFLUENZA ou GRIPPE.

Extrait du N° XXXVI de la Gazette desanté, ou recueil général de ce que la médecine peut offrir de plus avantageux pour prévenir et guérir les maladies, par une société de médecins.

C'est au moment où la toux, les rhumes, les catarrhes et toute la catégorie des maladies de poitrine exercent leur empire, qu'il est important de faire connaître les moyens avoués par les médecins praticiens pour diminuer, soulager et guérir quelques-unes de ces affections. Sous ce rapport, nous croyons devoir recommander la PATE DE REGNAULD AINÉ, pharmacien à Paris, rue Caumartin, 45.

Cette pâte peut remplacer avec avantage des tisanes incommodes et fatigantes dont l'usage est surtout difficile dans les voyages; elle est composée avec les extraits des plantes pectorales, elle possède une saveur agréable et ne contient aucune préparation opiacée, dont l'effet, toujours trompeur et souvent funeste, ne procure pour l'ordinaire, qu'un soulagement momentané. Les essais nombreux faits jusqu'à ce jour par plusieurs médecins instruits justifient notre recommandation.

#### RÉCIDIVES MINISTÉRIELLES.

Ont été nommés, Ministres depuis la révolution de juillet.

5 fois — M. Thiers.  
4 fois — MM. d'Argout (et 2 interim) — de Montalivet (et 2 interim).  
3 fois — MM. de Rigny (et 4 interim) — Barthé (et 2 interim) — Duchâtel — Guizot — de Broglie. — Total, 5.  
2 fois — MM. Bernard (et un interim) — Louis — Humann — Méthou — Maison — Persil — Gérard — Molé — Sébastiani — Passy — Total, 10.  
1 fois — MM. Casimir Perier (et un interim) — Dupont de l'Eure — Laffite — Soult — Girod de l'Ain — Maret — Mortier — Sauzet — Duperré — Teste — Pelet de la Lozère — Roussin (n'a pas accepté) — Jacob — Bresson (n'a pas accepté) — Ch. Dupin — Gasparin — Rosamel — Martin du Nord. Total, 18.

Indépendamment de ces nominations de ministres, le *Moniteur* a annoncé huit nominations de commissaires provisoires ou intermédiaires. MM. Bignon — Gérard — Louis — Dupont — Jourdan — Guizot — Rigny — Topinier — et celles de M. Baude qui a fait 2 interim comme sous-secrétaire d'état.

Les nominations ont été réparties comme suit : Intérieur — 11 ministres et 3 intermédiaires — 14 nominations.

Affaires étrangères — 10 ministres et 2 intermédiaires; — 12 nominations.

Instruction publique — 9 ministres et 2 intermédiaires; — 11 nominations.

Marine — 8 ministres et 2 intermédiaires; — 10 nominations.

Finances — 8 ministres; point d'intermédiaire; — 8 nominations.

Guerre — 7 ministres et 2 intermédiaires; — 9 nominations.

Commerce — 7 ministres et 2 intermédiaires; — 9 nominations.

(1) MM. Serpentin, Marchand aux terrasses, à Bastia; Arène; Négociant à Ajaccio.

Justice — 7 ministres et un intermédiaire — 8 nominations.

#### RÉSULTAT.

La France a eu depuis six ans 80 nominations de chefs de ministères dont 66 ministres et 14 intermédiaires.

Laissant de côté les nominations intermédiaires, et ne considérant que le chiffre des ministres titulaires, on voit que leurs 66 nominations ont été réparties entre seulement 36 individus; il y a donc eu 30 récidives ministérielles.

Ces 66 nominations donnent, terme moyen, 11 ministres par an depuis la révolution de juillet.

Les termes moyens ont été : Sous la république, 12 ans, de 5 à 6 par an.

Sous la Restauration, 15 ans, de 4 à 5 par an.

Sous Napoléon consul et empereur, 14 ans, de 2 à 3 par an.

#### CONSEILS GÉNÉRAUX.

Il y avait 799 conseillers généraux sortants de la première série à réélire en 1836.

Sur ces 799 conseillers sortants, 524 seulement ont été réélus.

#### RÉSULTAT.

275 conseillers n'ont pas obtenu de nouveau les suffrages de leurs concitoyens.

#### ANNONCES.

TRAITEMENT DU DOCTEUR GIRAudeau pour guérir soi-même

#### LES DARTRES

ET LES MALADIES REBELLES AUX AUTRES MÉTHODES.

Le traitement dépuratif de M. de Giraudeau, docteur-médecin de la faculté de Paris, ex-élève de l'hôpital Saint-Louis, ancien membre de l'école pratique, etc., guérit radicalement, en peu de temps et sans répercussions, les diverses maladies de la peau et tous les accidents produits ou entretenus par la bile, les glaires, ou l'acreté du sang et des humeurs, telles que syphilis invétérées, gales répercutées, maladies latentes, éruptions, scrofules, pertes, ulcères, coups de sang, rhumatismes, névralgies, palpitations, catarrhes de vessie, coliques, gastrites, phthisie, irritations de poitrine, etc. toutes ces maladies sont décrites avec le plus grand soin dans un ouvrage que le docteur Giraudeau envoie gratis par la poste, intitulé *médecine sans médecine*, conseils pour se guérir soi-même, 48 pag. in 8°.

Rue Richer, n° 6 bis, à Paris.

Consultations gratuites par correspondance.

A VENDRE, bon FONDS de café estaminet bien situé et bien servi. Il y a deux billards, table d'hôte pour quinze à dix huit personnes. Le propriétaire de l'établissement désire vendre par raison de santé.

S'adresser pour les conditions et les renseignements au gérant des *Grandes Affiches de France*, rue des Frouvaires, n. 10, à Paris.

#### INSTITUT ORTHOPÉDIQUE DE PARIS.

Au château de la Muette à Passy, près le bois de Boulogne.

Dirigé par M. le Docteur JULES GUÉRIN.

L'INSTITUT ORTHOPÉDIQUE DE LA MUEtte est consacré au traitement de toutes les difformités chez les deux sexes. Déviations de la taille. Inclinaisons du cou. Difformités de la poitrine. Claudications, et Luxations anciennes, pieds plats, Courbures des membres, Difformités des genoux, etc. De nombreuses guérisons, constatées par les premiers médecins de la capitale, et récemment renouvelées sous les yeux de deux commissions des académies des sciences et de médecine, attestent l'excellence des moyens employés. Ce qui distingue particulièrement les méthodes de traitement en usage à la Muette, c'est qu'elles tendent toujours à rétablir la santé générale en même temps qu'elles corrigent les difformités. Aucune rechûte n'a encore été observée chez les personnes guéries dans cet établissement.

L'éducation des pensionnaires est continuée avec le plus grand soin par des méthodes appropriées à la position des sujets. — Une distance de plusieurs arpents sépare complètement les divisions des deux sexes.

Malgré les nombreux avantages que présente l'INSTITUT DE LA MUEtte, le prix des traitements est le même que celui des autres établissements, et il est à la portée de toutes les fortunes. S'adresser directement à M. Jules Guérin, pour avoir le prospectus et les conditions de la pension.

A transférer la gérance d'un Journal non politique en pleine marche de succès, fondé en société en commandite et par actions. Les bureaux de l'administration et l'imprimerie sont réunis dans le même local. Le cédant conservera un fort intérêt dans l'entreprise, au gré de son acquiescement. — S'adresser à l'administrateur gérant des *Grandes Affiches de France*, à Paris.

#### ESSENCE

Anti-Nevralgie-Dentaire,

Guérissant à l'instant, et pour toujours, les maux de dents les plus violents et les plus anciens. — Garantie.

PRIX DU FLACON : 3 FRANCS.

#### POUDRE ALBIENNE

Pour nettoyer et blanchir les dents les plus noires, en cinq minutes. On la fait essayer. Prix des boîtes, 1 fr., 2 fr., 3 fr. et 5 fr.

A LA PHARMACIE DES PYRAMIDES,

rue des Pyramides, n. 5.

#### MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 19 au 26 Avril 1837.

#### ARRIVÉES.

LIVOURNE, Gondole *Misericorde*, c. Belgodere. LIVOURNE, Bœuf *St-Jean*, cap. Lambert. LIVOURNE, Navicelle *St-Michel*, cap. Scotto. PORTO-FERRAJO, Gondole *Montenaro*, cap. PALUDELLA, Mistick *Conception*, cap. Marini. MARSEILLE, Bœuf *Providence*, c. Bellagamba. MARSEILLE, Chebeck *St-Antoine*, c. Marinetti. PRONETE, Gondole *Conception*, cap. Caratini. BONIFACIO, Tartane *Printemps*, cap. Cambiaggi. LIVOURNE, Mistick *Antoinette*, cap. Bugliano. LIVOURNE, Bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota. TOULON, Bateau à vapeur *Lianone*, cap. Cuneo. MAGINAGGIO, Mistick *Assomption*, cap. Bartolomei.

TOULON, Tartane *St-Antoine*, cap. Stretti. ROME, Balencelle *St-François*, de Paola cap. Sacco.

PROPRIANO, Tartane *St-Thérèse*, c. Raffoeci. LIVOURNE, Bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota.

LIVOURNE, Mistick *Pipi*, cap. Gentile.

#### DÉPARTS.

TOULON, Bateau à vapeur *Liamone*, c. Cuneo. LIVOURNE, Gondole *Conception*, cap. Laporta. LIVOURNE, Bateau à vapeur *Napoléon*, cap. Lota.

AJACCIO, Paquebot à vapeur *Achéron*, cap. Bertrand, Lieut. de vaisseau.

PORTO-VECCHIO, Navicelle *St-Michel*, c. Scotto. ALERIA, Gondole *St-Joseph*, cap. Thier. LIVOURNE, Bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota. PALUDELLA, Mistick *Assomption*, c. Bartolomei.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'Imprimerie de C. Fabiani.

MERCREDI 3 MAI 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-corrépond de LAFRANCOISE BOUTIER

et C<sup>ie</sup>, rue N. Dame des Victoires N° 15.

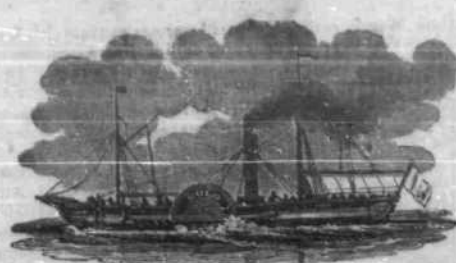
A l'adresse correspondance de M. J. J. J. J.

et C<sup>ie</sup>, Place de la Bourse, N° 21; à la cour-

rap-commerciale, de P. J. J. J. J.

BOUTIER rue St-Henri 207, où l'on

reçoit les annonces pour l'Insulaire français.



# L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

#### AVIS.

Le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia, s'empresse de prévenir le public qu'en exécution des dispositions de l'ordonnance royale du 18 février 1834, et d'un arrêté de M<sup>r</sup> le Préfet de la Corse en date du 26 avril courant :

Une enquête sera ouverte à la sous-préfecture de Bastia pour recevoir les observations aux quelles pourrait donner lieu l'exécution des travaux, ayant pour objet l'ouverture d'une route royale d'Ajaccio à St-Florent par la côte occidentale de l'île.

Cette enquête commencera le 2 Mai prochain et sera close le 31 du même mois. Elle s'ouvrira sur un avant projet indiquant le tracé général de la ligne des travaux; les dispositions principales des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire de la dépense. Cet avant projet sera accompagné d'un mémoire descriptif lequel fera connaître le but de l'entreprise, et les avantages qui peuvent en résulter.

Une commission se réunira ensuite au chef lieu du département à l'effet d'examiner les déclarations consignées au registre d'enquête, et pour donner son avis motivé, tant sur l'utilité du projet, que sur les questions qui pourraient être posées par l'administration.

Les opérations de la dite commission commenceront le 1<sup>er</sup> juin 1837, et seront closes le 30 du même mois.

Les personnes qui auraient des observations ou réclamations à faire, et des renseignements à donner sur l'entreprise projetée, devront par conséquent se présenter à cette sous-préfecture depuis le 2 jusqu'au 31 mai, de 10 heures du matin à 4 heures de relevée.

Fait à la sous-préfecture de Bastia le 28 avril 1837.

MORATI.

#### CORSE.

La St Philippe vient d'être célébrée par les habitants de la ville de Bastia d'une manière tout à fait digne, selon nous, de la dynastie de juillet.

Pour preuve de notre assertion, nous n'allons point énumérer, à nos lecteurs, les secours distribués aux indigents, ou les mats de cocagne élevés sur les places publiques; les entretenir des évolutions militaires ni des arcs de triomphe, ni leur faire la description de l'effet produit par les nombreux feux de joie et la brillante illumination favorisée par un temps superbe. Nous ne leur dirons pas même, si les principales autorités ont été réunies dans un magnifique banquet. Hélas! toutes ces démonstrations n'ont point toujours été des signes caractéristiques de l'Al-

gresse publique, et en d'autres temps les bons diners des fonctionnaires n'ont point empêché le peuple d'en faire de fort mauvais.

Nous avons d'autres preuves. La joie et le contentement exprimés sur tous les visages; la nombreuse population répandue dans toutes les rues; toutes les boutiques fermées; l'air d'aisance et la tenue de propreté, de luxe même, qu'on remarquait dans la classe ouvrière, sont des témoignages bien plus concluants de la popularité du Roi des Français.

C'est que l'instinct du peuple, ne se trompe jamais. Il y a à Bastia une population laborieuse, active, industrielle; elle n'attend point son bien être de l'application de vieilles ou nouvelles théories gouvernementales, cette population a le sentiment intime du rôle important réservé à la ville qu'elle habite, dans le mouvement de prospérité imprimé à la Corse. Elle sait que son avenir ne sera point compromis entre les mains d'un Roi et d'une dynastie qui lui ont déjà donné des marques de leur intérêt et de leur vive sollicitude.

La jurisprudence de la Cour sur la question du droit de port d'armes qui a réalisé les vœux du pays, tant de fois exprimés par le conseil général, que le bon sens des Corses a fait accueillir partout avec tant de docilité et de soumission, et qui dans peu de temps a dépassé, par ses résultats, les espérances qu'on avait pu concevoir, vient de recevoir une nouvelle consécration par l'arrêté suivant.

#### COUR ROYALE DE BASTIA.

Jurisprudence. — Droit de port d'armes.

Attendu que, dans un état bien organisé, la force ne doit résider que dans les lois, et que c'est dans les lois uniquement que les citoyens doivent trouver les garanties et la protection qui leur sont nécessaires;

Attendu que les armes ne peuvent être considérées ni comme un ornement, ni comme des objets servant aux besoins et aux usages ordinaires de la vie; — qu'elles ont été, dans tous les temps, le signe apparent, et comme la personnification de la guerre, et que partout où elles se multiplient au sein des populations, c'est la preuve certaine ou que la société est encore aux prises avec la barbarie, ou que les lois sont devenues impuissantes, qu'à leur autorité a été substituée l'autorité de la force, et que la société elle-même, enfin, n'est plus qu'un état de déception à l'usage des plus pervers et des plus audacieux, qui organisent et exploitent la terreur qu'ils inspirent;

Attendu que, si c'est là un fait historique qui a

pu être remarqué et qui se révèle, plus ou moins dans la vie de presque toutes les nations, c'est une vérité surtout, et une vérité malheureusement encore actuelle, pour la Corse, où la funeste habitude d'avoir sans cesse des armes à la main, entretient cet esprit de révolte et de fierté, qui fait comme un point d'honneur de placer, avant tout, son droit sous la protection de sa force, et de n'accepter que comme secondaire le patronage des lois, éprouvé pendant si long-temps impuissant et dérisoire;

Attendu que le principe de toute société, le droit contre lequel il n'y a pas de droit, c'est la conservation; — que le droit indéfini du port d'armes conduisant aux résultats qui viennent d'être signalés, loin de pouvoir être considéré comme un élément d'ordre et de sécurité, est au contraire le renversement de tous les droits, un principe de mort et de destruction, et qu'un tel droit ne s'abolit point, car il n'existe pas, il ne peut pas exister. Après avoir laborieusement élevé et entouré de tant de soins et de précautions l'édifice social, ce serait le livrer sans défense aux entreprises et aux folies de la force brutale; — et ce n'est qu'au milieu du désordre et de la confusion dans les idées, qui marchent toujours, pour long-temps, à la suite de toutes les révolutions, que les meilleurs esprits eux-mêmes ont pu se laisser égarer au point de penser et de soutenir, quo toujours et dans toutes les conditions, en société et sous la tutelle des lois, comme en présence de l'ennemi, l'homme porte inséparable d'avec lui le droit de vailler sous les armes. Qu'on s'imagine ce que deviendrait un peuple de trente trois millions d'habitants, si un tel droit (et l'hypothèse n'est pas seulement admissible, elle est de rigueur, car le droit n'est autre chose que l'utilité, la nécessité même du fait) si un tel droit venait à se changer en fait; — y aurait-il place pour les lois, et la société serait-elle possible au milieu de tout cet appareil et de ce mouvement guerriers?

Attendu qu'à Rome et chez tous les peuples civilisés, le port d'armes, loin d'être considéré comme un droit, a toujours été compris parmi les attentats contre l'ordre public.

Que par la loi Julia il n'était permis d'avoir des armes qu'à la chasse et en voyage;

Qu'en France, le droit d'être armé consistait dans le droit qu'ont les citoyens d'être appelés à faire partie de la garde nationale; mais ce droit, qui ne peut être exercé que sous les garanties de l'ordre et de la discipline militaire, ce droit, qui reçoit des restrictions, qui peut être suspendu, et qui oblige à un service public, en fixant la limite dans laquelle il peut être permis d'avoir et de porter des armes, est en même temps la preuve irrécusable que le droit d'être armé n'appartient qu'à la société, qui seule veille et doit veiller pour la défense de tous;

Attendu, en effet, que, dans le sens qu'on voudrait lui attribuer, le droit de port d'armes n'est écrit nulle part dans les monuments de la lé-

QUATRIÈME ANNÉE, N° 129.

PREMIER D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE

POUR SIX MOIS

POUR TROIS MOIS

POUR LE COURANT

POUR L'ÉTRANGER.

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES JOURS.

